MAGAZINE DANALYSES ET DE RÉFLEXIONS DE LA DIPLOMATIE TOGOLAISE / *A QUARTERLY MAGAZINE OF ANALYSES AND REFLECTIONS OF TOGOLESE DIPLOMACY*

DIPLOMAG

N°499/23/06/14/HAAC

Janvier - Mars / January - March / N°12

LA CHARTE DE LOMÉ
THE CHARTER OF LOME

1er trimestre 2017- Janvier /Mars - N°499/23/06/14/HAAC - 2300 CFA - 3,50 euro - www.diplomatie.gouv.tg Qarterly of information N°12

msc for the real world

GRÂCE À NOTRE HUB DE LOMÉ, NOUS CONNECTONS L'AFRIQUE AU RESTE DU MONDE

MSC est l'un des leaders mondiaux du transport maritime par conteneurs. Nous sommes fiers d'offrir un service global avec une expertise locale. Présents dans plus de 40 pays en Afrique, nous bénéficions d'un réseau intégré de transport maritime et terrestre. Quelle que soit votre marchandise et quel que soit l'endroit où vous vous trouvez, nous vous proposerons une solution de transport adaptée à vos besoins.

Pour plus d'informations, veuillez contacter votre agence MSC.

+228 22 23 76 76 ou **info.togo@msc.com** **msc.com**

EDITORIAL

par S.E.Prof. Robert DUSSEY, Ministre des affaires étrangères, de la coopération et de l'intégration africaine.
By H.E. Prof. Robert Dussey, Minister of Foreign Affairs, Cooperation and African integration.

La Charte de Lomé, d'un pari à un défi

THE CHARTER OF LOME, FROM A BET TO A CHALLENGE

Du 10 au 15 octobre 2016, Lomé a accueilli le Sommet extraordinaire de l'Union africaine sur la sécurité et la sûreté maritimes et le développement en Afrique. Ce Sommet historique a débouché sur la signature, le 15 octobre 2016, de la Charte de Lomé, un véritable succès pour l'Afrique !

En effet, sans conteste, le 15 octobre 2016, est une date qui restera gravée à jamais dans la mémoire collective comme une étape décisive dans la lutte que mènent les Etats africains contre l'insécurité en mer sous toutes ses formes. La forte mobilisation de l'ensemble des acteurs concernés par la thématique de la sécurité et de la sûreté maritimes et la consistance des engagements pris à l'issue de ce Sommet sont le témoignage parfait d'une Afrique résolument déterminée à valoriser ses potentialités par des mécanismes endogènes.

UN ENGAGEMENT ET UNE MOBILISATION EXCEPTIONNELS

Le nombre des Chefs d'Etats et de gouvernements ayant pris part à ce Sommet, la diversité des participants aux « side events », la qualité des interventions et de l'écoute, la nature et la portée des initiatives, des investissements et des engagements annoncés et, surtout, la volonté d'agir qui ont marqué cette grande rencontre ont frappé l'imagination et suscité une adhésion et un enthousiasme que le Togo n'a pas connus depuis l'an 2000.

From October 10 to 15, 2016, Lomé hosted the Extraordinary Summit of the African Union on Maritime Security and Safety and Development in Africa. This historical summit led to the signing of the Charter of Lomé, on October 15, 2016; a real success for Africa!

Indeed, undoubtedly, October 15, 2016, is a date that will remain forever in the collective memory as a decisive step in the struggle of the African States against the insecurity at sea in all its forms. The strong mobilization of all the actors concerned by the topic of maritime safety and security and the consistency of the commitments made at the end of this Summit are the perfect testimony of an Africa resolutely determined to exploit its potential through endogenous mechanisms.

AN EXCEPTIONAL COMMITMENT AND MOBILIZATION

The number of Heads of State and Government that took part in the Summit, the diversity of participants in "side events", the quality of interventions and listening, the nature and scope of initiatives, investments and commitments announced and, above all, the will to act which marked this great meeting have struck the imagination and aroused an adhesion and an enthusiasm that Togo has not known since the year 2000.

Cet important succès est d'abord celui du Président de la République, **Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE**, qui n'a pas ménagé ses efforts depuis près de deux ans pour parvenir à ce résultat. Face aux conséquences néfastes des trafics illicites en mer sur les économies africaines, le Chef de l'Etat a développé sur ce sujet une approche volontariste et constructive, en insistant sur la nécessité d'une plus grande mobilisation internationale pour y faire face. C'est ainsi qu'il a proposé, lors du 24ème Sommet de l'Union africaine à Malabo, tenu les 26 et 27 juin 2014, qu'une session extraordinaire soit consacrée à la problématique de la sécurité et la sûreté maritimes.

Tenant compte des conséquences néfastes de l'insécurité maritime sur le développement économique du continent et convaincus de la pertinence de la proposition du **Président Faure Essozimna GNASSINGBE** concernant la nécessité de s'accorder sur les voies et moyens appropriés pour y remédier, les Chefs d'Etat et de gouvernement ont convenu de consacrer, à Lomé, un Sommet extraordinaire sur la thématique de la sécurité et la sûreté maritimes et le développement en Afrique.

Ainsi, l'implication personnelle du Président de la République, sa vision d'une Afrique paisible et prospère, sont autant de vecteurs de la réussite de ce Sommet qui demeurera dans les annales de l'Union africaine comme un Sommet exceptionnel, compte tenu notamment des engagements qui y ont été pris.

En outre, le succès de ce grand rendez-vous international a été très largement salué parce que nous avons collectivement réussi à être à la hauteur des attentes que sa longue et minutieuse préparation a suscitées. Le formidable élan de mobilisation de la population togolaise a été également déterminant.

Au demeurant, cet événement, attendu avec un mélange d'espoir et d'appréhension, a d'abord permis de lever un doute: il est encore possible d'organiser et de réussir une rencontre de haut niveau, de maintenir cette tradition de carrefour privilégié des grandes conférences internationales qui caractérise Lomé, la capitale du Togo. Par ailleurs, le statut de pôle maritime du Togo, qui dispose d'une façade maritime stratégique dans la sous-région a été renforcé par la tenue de ce Sommet notamment à travers la concrétisation du concept d' « économie bleue ».

Le succès du Sommet extraordinaire de l'Union Africaine sur la sécurité et la sûreté maritimes constitue pour l'Afrique toute entière une profonde source de satisfaction en même temps qu'une raison d'espérer en un avenir radieux. En effet, l'adoption de la Charte de Lomé a créé un précédent historique : pour la première fois, la grande majorité des Etats africains se sont mis

*This important success is first and foremost that of the President of the Republic, **His Excellency Faure Essozimna GNASSINGBE,** who has spared no effort for nearly two years to achieve this result. Faced with the harmful consequences of illicit traffic at sea on African economies, the Head of State developed a voluntarist and constructive approach on this subject, insisting on the need for a greater international mobilization to face them. Thus, at the 24th African Union Summit in Malabo, held on June 26 and 27, 2014, he proposed that a special session be devoted to the issue of maritime safety and security.*

*Taking into account the harmful consequences of maritime insecurity on the economic development of the continent and convinced of the relevance of the proposal of **President Faure Essozimna GNASSINGBE** concerning the need to agree on the appropriate ways and means to remedy this, the Head of State and Government agreed to hold an extraordinary summit in Lome on the theme of maritime security and safety and development in Africa. Thus, the personal involvement of the President of the Republic, his vision of a peaceful and prosperous Africa, are all vectors of the success of this Summit which will remain in the annals of the African Union as an exceptional Summit, in view of commitments that were made.*

Moreover, the success of this great international event was widely welcomed because we collectively managed to live up to the expectations that its long and meticulous preparation provoked. The tremendous momentum of mobilization of the Togolese population was also decisive.

Moreover, this event, awaited with a mixture of hope and apprehension, initially raised a doubt: it is still possible to organize and to achieve a high level meeting, to maintain this tradition of preferred crossroads of major international conferences that characterizes Lomé, the capital city of Togo.

In addition, the status of maritime hub of Togo, which has a strategic maritime front in the sub region, was strengthened by the holding of this Summit in particular through the concretization of the concept of «blue economy».

The success of the Extraordinary Summit of the African Union on Maritime Security and Safety is a great source of satisfaction for Africa as well as a reason to hope for a bright future.

Indeed, the adoption of the Lomé Charter created a historic precedent: for the first time, the vast majority of African states

d'accord pour doter l'Afrique d'un cadre juridique ambitieux et contraignant, qui créera des obligations nouvelles et donnera enfin à la communauté les moyens de lutter efficacement contre les trafics de tout genre dans les espaces maritimes qui freinent le développement économique du continent.

L'une des particularités de ce texte réside également dans la création d'un fonds de sûreté et de sécurité maritimes destiné à promouvoir, dans un esprit de solidarité et de coresponsabilité, la libre circulation des personnes et des biens par la mer. Il sera alimenté par des contributions obligatoires ou volontaires des Etats et des appuis financiers provenant des partenaires de l'Union africaine.

Cette Charte qui promeut surtout l'économie bleue florissante, durable et respectueuse de l'environnement est un véritable catalyseur pour le développement de l'Afrique. Nous devons maintenant insuffler à ce riche patrimoine que sont nos mers et océans une sève nouvelle, non seulement en les sécurisant efficacement mais encore en valorisant les potentialités immenses dont ils regorgent.

MAINTENIR ET CONSOLIDER L'ENGAGEMENT COLLECTIF

Nous pouvons et nous devons nous réjouir, sans mauvaise grâce, du succès de ce Sommet. Ce faisant, on se souviendra toutefois que la Charte de Lomé n'est pas une fin, mais un tremplin qui doit nous permettre d'aller plus haut, plus loin.

Par cette Charte, l'Afrique dispose dorénavant d'un plan d'action robuste et elle vient de créer un élan solidaire et irrésistible pour la mettre en œuvre. En effet, il nous faut maintenant la même détermination, le même engouement, la même volonté d'aller au-delà de l'adoption de la Charte pour sa mise en œuvre concrète.

C'est en prenant conscience de ce que cette Charte représente pour nos économies, nos enjeux sécuritaires de l'heure et pour les générations futures que nos Etats s'emploieront à la ratifier et à l'intégrer dans leurs politiques publiques en matière de développement.

Sur cette base, tous les pays africains devront aborder l'année 2017 et les premières étapes de la mise en œuvre de la Charte de Lomé dans le même esprit, en demeurant solidaires et mobilisés pour faire face ensemble aux défis de l'espace maritime et bâtir pour les populations, les conditions d'un avenir meilleur, durable et plus sûr.

have agreed to provide Africa with an ambitious and binding legal framework, a framework that create new obligations and finally provide the community with the means to effectively combat trafficking of all kinds in the maritime areas that hamper the economic development of the continent.

One of the special features of this text is the creation of a maritime safety and security fund to promote, in a spirit of solidarity and co-responsibility, the free movement of people and goods by sea. It will be fueled by compulsory or voluntary contributions from States and financial support from the partners of the African Union.

This Charter, which mainly promotes the flourishing, sustainable blue economy and respectful of the environment, is a real catalyst for the development of Africa. We must now instill in this rich heritage that our seas and oceans are a new sap, not only by effectively securing them but also by valorizing the immense potentialities with which they abound.

MAINTAIN AND CONSOLIDATE COLLECTIVE COMMITMENT

We can and must rejoice, without bad grace, in the success of this Summit. In doing so, it will be remembered, however, that the Lomé Charter is not an end, but a stepping stone that must enable us to go higher and further.

Through this Charter, Africa henceforth has a robust plan of action and has just created a solidarity and irresistible impetus to implement it. Indeed, we now need the same determination, the same enthusiasm, the same will to go beyond the adoption of the Charter for its concrete implementation.

It is by becoming aware of what this Charter represents for our economies, our security issues of the day and for future generations that our states will endeavor to ratify and integrate in their public policies in the field of development.

On this basis, all African countries will have to tackle the year 2017 and the first stages of the implementation of the Lomé Charter in the same spirit, remaining in solidarity and mobilized to cope with the challenges of maritime space and building for the people, the conditions for a better, sustainable and safer future.

Diplomag Numéro 12 – Diplomag Number 12 – Décembre/ Février 2017 – December / February 2017

Directeur de la publication / publicator Director : Mme Abra TAY – Rédacteur en chef / Editor in chief : M. Arsenn AGBESSINOU – Secrétaire Général de la Rédaction / Secretary General Editors : M. Akovi Kotoè AGBODJAN-PRINCE – Directeur de Reportage / Director of Reporting : M. Messan KLUTSE- Rédacteurs / Editors : Directeurs centraux et chefs missions diplomatiques - Point focal DIPLOMAG : M. Sodou ADOM - Conception graphique / Design production : Service Communication du Ministère - Nous écrire / Write us: Ministère des Affaires étrangères et de la coopération, BP : 900 Lomé, Tél. : +228 22 21 36 01, maeirtgce@yahoo.fr Photo couverture/ Cover pictures : Louis Vincent DIPLOMAG n° 499/23/06/14/HAAC

SOMMAIRE

EDITORIAL

La Charte de Lomé, d'un pari à un défi P3

THE CHARTER OF LOMÉ, FROM A BET TO A CHALLENGE

FOCUS

ENJEUX MARTIMES :La Charte de Lomé, adoptée et signée réveille l'Afrique… P7

MARITIME ISSUES: REAWAKEN AFRICA... LOMÉ CHARTER ADOPTED AND SIGNED

DOSSIER

LES SIDE EVENTS DU SOMMET DE LOME : des réflexions pour protéger nos océans P13

THE SIDE EVENTS OF THE LOME SUMMIT: REFLECTIONS TO PROTECT OUR OCEANS

VI ème CONFÉRENCE DU CLUB DIPLOMATIQUE DE LOMÉ :« Aide ou partenariat au 21ème siècle, entre idées reçues et nouveaux paradigmes » P16

LOMÉ DIPLOMATIC CLUB (LDC) 6TH CONFERENCE: « ASSISTANCE OR PARTNERSHIP IN THE 21ST CENTURY,BETWEEN POPULAR BELIEFS AND NEW PARADIGMS »

ACTUALITÉS

LA COP22 DE MARRAKECH AU MAROC : le Togo s'inscrit dans l'action P26

COP22 FROM MARRAKECH TO MOROCCO: TOGO IS CONSISTENT WITH ACTION

TOGO-ISRAEL : Rapprochement entre Lomé et Jérusalem P28

TOGO-ISRAEL: RAPPROCHEMENT BETWEEN LOME AND JERUSALEM

XVIème SOMMET DE LA FRANCOPHONIE A ANTANANARIVO: Présence remarquée du Togo P30

XVI SUMMIT OF FRANCOPHONY IN ANTANANARIVO: A NOTABLE PRESENCE OF TOGO

FAURE GNASSINGBE : INVITÉ D'HONNEUR DU JAMHURI DAY AU KENYA P33

FAURE GNASSINGBE: GUEST OF HONOR AT JAMHURI DAY IN KENYA

VISITE DE ROBERT DUSSEY EN REPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN : convergence de vue entre Lomé et Téhéran P34

ROBERT DUSSEY'S VISIT TO THE ISLAMIC REPUBLIC OF IRAN: SHARED UNDERSTANDING BETWEEN LOMÉ AND TEHRAN

FOCUS

ENJEUX MARTIMES : La Charte de Lomé, adoptée et signée réveille l'Afrique…

MARITIME ISSUES: REAWAKEN AFRICA... LOMÉ CHARTER ADOPTED AND SIGNED

Par M. Arsenn AGBESSINOU, Conseiller en communication du Ministre
By Mr. Arsenn AGBESSINOU, Communication Adviser of Minister

On pourrait dire une date, un événement ! Eh bien, plus de 30 pays africains ont adopté et signé le 15 octobre 2016, à Lomé, une charte contraignante sur la sécurité et la sûreté maritimes et le développement en Afrique. Ce fut une première ! Initié par le Togo, ce texte a été validé lors d'un sommet extraordinaire de l'Union africaine (UA) qui a réuni plus d'une vingtaine de Chefs d'Etat du continent. Parmi eux, les

One might say a date, an event! Well, more than 30 African countries have adopted and signed on October 15, 2016, in Lomé, a binding charter on maritime safety and security and development in Africa. A first! Initiated by Togo, the text was approved during the African Union (AU) Extraordinary Summit that gathered more than twenty head of states of the continent. Among them, the presidents of Kenya,

FOCUS

présidents du Kenya, **Uhuru KENYATTA** ; du Congo, **Denis Sassou NGUESSO** ; et du Tchad, **Idriss DEBY ITNO**, président en exercice de l'UA, se sont félicités de « cette avancée historique en matière de sécurité maritime et de développement ». Il y avait plusieurs premiers ministres et chefs de délégation venus des cinq communautés économiques régionales (…).

Chevilles ouvrières de cette Charte de la mer, le président togolais, S.E.M **Faure Essozimna GNASSINGBE** et la présidente de la Commission de l'UA, S.E.Mme **Nkossasana DLAMINI-ZUMA** travaillent sur ce dossier depuis plus de deux ans.

Au lendemain de l'adoption et de la signature de la Charte de Lomé, M. **BAN Ki-Moon**, le secrétaire général de l'ONU, a salué le « couronnement des années d'efforts visant à transformer les eaux africaines en un puissant agent de croissance, de développement et de sécurité humaine », estimant que la Charte de Lomé « démontre parfaitement que le continent est déterminé à créer une économie bleue sûre, prospère et durable ».

La Charte de Lomé apporte un nouvel esprit nécessaire à la coordination des nombreuses actions sous-régionales entre les pays du continent pour lutter contre la piraterie, les trafics de drogue, d'armes et d'êtres humains ainsi que les pêches illégales sur les côtes africaines. Le document vient compléter *la Stratégie africaine intégrée pour les mers et pour les océans à l'horizon 2050* (adoptée en janvier 2014). A Lomé, 43 pays étaient représentés au sommet de l'UA. Cette conférence – la première de cette ampleur depuis 16 ans – s'est déroulée de manière exemplaire avec une logistique parfaite. Elle est, incontestablement une réussite diplomatique pour le Togo disent plus d'un. Mais bien plus que cela, la Charte de Lomé réveille l'Afrique…

Avec un total de 13 millions de km2 de zones économiques maritimes et 17% des ressources mondiales en eau douce, l'Afrique envisage non seulement que cette richesse doit être protégée mais qu'elle constitue aujourd'hui une formidable opportunité de développement durable reconnaît l'ancien premier ministre Béninois, **Lionel ZINSOU**. Sur 54 pays que compte l'Afrique, 38 sont des Etats côtiers ; 90% des importations et exportations transitent par la mer et un nombre important de corridors commerciaux maritimes les plus stratégiques traversent l'espace maritime africain.

« En fait, face à la multiplication des actes de piraterie dans le Golfe de Guinée durant les dix dernières années, les pays de la sous-région ont commencé par échanger leurs informations afin de dresser un état de la menace », a expliqué le chef de la diplomatie togolaise, Pr **Robert DUSSEY**.

« Cet exercice a connu deux étapes - Djibouti en janvier 2009 et

***Uhuru Kenyatta**; of Congo, **Denis Sassou Nguesso**; and of Tchad, **Idriss Déby** Itno presiding the African Union and welcomed « this historical step on maritime safety and security and development ». In the attendance, several prime ministers and heads of delegations from the five Regional Economic Communities (RECs).*

*The togolese president H.E.Mr., **Faure Essozimna GNASSINGBE** and the president of the AU Commission, H.E.Mrs. **Nkossasana DLAMINI-ZUMA** were the key players of the Maritime Charter and have worked on this issue for more than two years.*

*Following Lomé Charter adoption and signature, the Secretary-general of the UN, Mr. **Ban Ki-moon** praised « the culmination of many years of efforts to transform African waters into a powerful source of growth, development and human security », and believes that Lomé Charter « fully reflects the committment of the continent to create a safe, prosperous and sustainable blue economy».*

Lomé Charter brings a new spirit, vital to the coordination of countless efforts by sub-regionals countries of the continent to fight against piracy, drug trafficking, weapons and human trafficking as well as illegal fisheries along African coasts. The document is complementary to 2050 Africa's Maritime Integrated Aim Strategy for Seas and Oceans (adopted in January 2014). In Lomé, 43 countries were represented at the UA summit. The conference was held in an exemplary manner with a perfect logistics, the first of this magnitude since 16 years. It is, unquestionably, a diplomatic success for Togo but more than that, and as some think, it has reawaken Africa...

*With 13 million km2 economic maritime areas and 17% world's freshwaters resources, Africa today considers that, this asset should not only be protected but also provide an excellent opportunity to sustainable development, acknowledged the former Beninese Prime Minister, **Lionel Zinsou**. Over 54 African countries, 38 are Coastal States; 90% of the import and export transit by the sea and significant number of the most strategic maritime cargo passageways cross the African maritime transport areas.*

*«Actually, due to the rise in acts of piracy in the Gulf of Guinea over the last ten years, the sub-regions countries started to exchange their informations to assess the threat», explained the Togolese Chief of Diplomaticy, **Pr Robert Dussey**,*

«the assessment underwent two stages - January 2009 in Djibouti and June 2013 in Yaoundé - that led to a voluntary code. In June 2014, at the UA Summit in Malabo, the issue saw a ●●●

Achetez vos billets en ligne.

Fiable - Rapide - Sécurisé

www.flyasky.com

Asky Airlines

MasterCard VISA

ASKY

The Pan African Airline

FOCUS

Yaoundé en juin 2013 - qui ont débouché sur un code de conduite non contraignant. En juin 2014, au sommet de l'UA à Malabo, le sujet a connu une véritable avancée conceptuelle, sinon opérationnelle établissant un lien fort entre la sécurité, les défis environnementaux et le développement durable. Autrement dit, un nombre croissant de pays africains a commencé à admettre que la question de la sécurité maritime ne devait plus se concevoir seulement d'une manière défensive, mais qu'elle pouvait devenir et s'imposer, de manière pro-active, comme l'élément moteur d'un axe de croissance majeur pour le continent et par ricochet contribuer à la paix mondiale. Ainsi, est-on passé de la sécurité maritime à la promotion de l'économie bleue : une petite révolution venue d'ici ».

L'adoption de la Charte de Lomé n'a pas toujours été un fleuve tranquille. Il a fallu attendre que les pays de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale tirent le signal d'alarme avant que l'UA ne se penche vraiment sur les immenses enjeux maritimes, voire qu'elle cherche à en faire « sa propriété ». Ayant enfin intégré les données stratégiques de la thématique, l'UA a aussi compris que la Charte de Lomé susciterait l'engagement de nouveaux bailleurs de fonds et, donc qu'elle dégagerait l'accès à de nouvelles ressources. Evidemment, nombres de bailleurs étaient présents au sommet de Lomé. Du coup, se pose la question de la mise en œuvre opérationnelle de la Charte de Lomé : qui va toucher l'argent et le gérer ? Le chef de la diplomatie togolaise ajoute : « en coordonnant les cinq zones économiques du grand continent, il s'agit désormais de mettre sur pied un Comité ad hoc qui sera chargé de gérer les moyens et le suivi opérationnel de la Charte de Lomé. Là encore, la diplomatie togolaise entend jouer un rôle moteur dans la période post 15 octobre 2016».

Finançant déjà à presque 80% l'UA, l'Union européenne (UE) s'impose bien évidemment comme le premier bailleur de fonds potentiel vers lequel tous les regards se tournent. Cette évidence explique pourquoi nombre d'intervenants de l'UE participaient à la réunion des experts, qui s'est tenue simultanément en marge du sommet extraordinaire de l'UA à Lomé. Globalement cette réunion d'experts a été de haut niveau et a surtout permis aux délégations de plusieurs pays, dont Madagascar, le Kenya, la Côte d'Ivoire, le Ghana, les Comores etc. d'exposer leurs retours d'expérience en matière de piraterie, de menaces terroristes, de pêches illégales et de dégâts environnementaux. Comme les sapeurs-pompiers doivent aller sur le terrain pour éteindre les feux de forêts, les marins des pays africains doivent patrouiller et intervenir en pleine mer pour lutter contre la piraterie maritime. Depuis juin 2013, le Togo a enregistré zéro attaque pirate, faisant de ses côtes l'une des plus sécurisée pour des nombreux navires et bateaux. C'est une vision des autorités togolaises qui mérite encouragement et félicitations. Le sommet de Lomé appelle les marines nationales à disposer de moyens nécessaires modernes et performants parce que les pays concernés ne sauraient s'en remettre à des milices privées ou à des

real conceptual progress if not operational, establishing a strong nexus among security, environmental challenges and sustainable development. In other words, an increasing number of African countries started to admit that maritime security issue should no longer be conceived solely on a defensive standpoint but could become and be established proactively as the main major growth axes for the continent and contributing at the same time to global peace. Thus, the shift from maritime security to blue economy: a minor revolution from here»

The adoption of Lomé Charter has not always been without obstacles. It had been necessary to wait until the countries of West and Central Africa raised the alarm before the AU really gave its interests to deal with major maritime issues, and seeking it as «its property». Having finally embodied the strategic aspects of the issue, the AU also understood that Lomé Charter will arouse the commitment of new donors and thus, releasing the access to new resources. Indeed, a large number of donors were present at the Lomé summit. Thus, the question of the Lomé Charter operational implementation arises: who will cash and manage the money? ***Pr. Robert DUSSEY*** *added: «by coordinating the big continent's five economic zones, it is therefore necessary to set up an Ad hoc Committee that will be in charge of managing the means and the operational monitoring of the Lomé Charter. Here again, the Togolese diplomacy intends to play a leading role during the post October 15, 2016 period.»*

Vue partielle du public lors du Sommet

officines, le plus souvent occidentales, pour défendre efficacement et durablement leur sécurité, leurs intérêts et les atouts de leur « croissance bleue ».

En définitive, et c'est la grande leçon de Lomé : la sécurité, l'exploitation et la protection des mers et des océans doivent rester la tâche primordiale des Etats. Les « pirates en col blanc », qui cherchent absolument à privatiser la mer en vendant tout et n'importe quoi aux Etats africains font, eux-aussi partie de la menace qu'ils instrumentalisent à leurs profits. Certes, le développement de la croissance bleue s'effectue en partenariat avec de grandes sociétés (…), d'où le réel besoin de partenariat entre les ports du sud à ceux du nord, idem entre les grandes villes côtières (…)

Pendant cette semaine du 10 au 15 octobre où le Togo était au cœur de l'actualité mondiale, la réunion des experts de Lomé a aussi souligné une autre grande évidence stratégique en matière de piraterie maritime. On compare souvent les trois foyers de piraterie les plus actifs : le détroit de Malacca, la Corne de l'Afrique et le Golfe de Guinée. Des réponses militaires locales et internationales ont pu, momentanément, venir à bout des deux premiers théâtres. Pourquoi alors, la situation du golfe de Guinée demeure-t-elle toujours aussi préoccupante ? Les pirates viennent de la terre et la question primordiale demeure celle de leur profondeur stratégique territoriale ! En l'occurrence, on devrait plutôt parler de grand banditisme. Pour le détroit de Malacca et la Corne de l'Afrique, la problématique est relativement simple et fait apparaître des

/ *Partial view of public during Summit*

Financing quite nearly 90% the AU, the European Union (EU) establishes itself as the first potential donor that all eyes are on. This obviousness explains why numerous EU speakers participate to the experts meeting that took place simultaneously in the margin of the AU Extraordinary Summit in Lomé. Overall, the experts meeting was at a high-level and allow especially the delegations of several countries, including Madagascar, Kenya, Ivory Coast, Ghana, Comores, etc. to outline their feedback in piracy, terrorism threats, illegal fisheries and environmental damages. As firefighters go on the field to extinguish forest fire, marins of African countries shall patrol and intervene at sea to combat maritime piracy. Since June 2013, Togo has recorded no piracy attack, making of it coastals the most secured ones for numerous ships and boats. The vision of Togolese authorities deserves encouragement and congratulations. Lomé Summit calls for national marins to possess modern and effective means because the concerned countries could not rely on private militias or agencies, more often Western, to effectively defend and sustain their security, their interests and the assets of their «blue economy».

Ultimately, the lesson learned from Lomé: the security, the exploitation and protection of the seas and oceans should be the major task of States. «White colar pirats» seek to privatize the sea by selling anything and everything to African States they are also part of the threat as they take advantage of the profits. Indeed, the blue growth development is made in partnership with major companies (…), thus the real need of partnership between those of the South and North ports, dito for coastal big cities.
During this week and from 10 to 15 October where Togo was at the heart of the global news, the experts meeting in Lomé has also emphasized another major highlighted strategy with respect to maritime piracy. The three most active phases of piracy are often compared: the Straits of Malacca, the Horn of Africa and the Gulf of Guinea. Locals and international military responses were momentarily able to overcome the two phases. Why then, the situation in the Gulf of Guinea remains always so alarming? The pirates come by land and the major question remains the strategic territorial depth! In those instances, we should be talking about organized crime. For the Straits of Malacca and Horn of Africa, it is relatively a simple matter and made appear coastal criminal relays and an informal economy relatively comprehensible. By contrast, in the Gulf of Guinea, it is another matter as the pirates are often "professional" criminals with invisible hands sometimes supported by bogus companies. Their destruction is more sophisticated than that of Asian pirates backers and of Somalis-Yemeni coasts...

In terms of operational and judicial monitoring, the good will and

FOCUS

relais criminels côtiers et une économie informelle relativement appréhendable. En revanche, dans le golfe de Guinée, c'est une autre paire de manches, car les pirates sont souvent des bandits « professionnels » aux mains invisibles disposant parfois d'appui de sociétés fantômes. Leurs actions destructrices sont beaucoup plus complexes que celles des commanditaires des pirates asiatiques et des côtes somalo-yéménites…

En matière de suivi opérationnel et judiciaire, la bonne volonté et la coopération des Etats, mais aussi des autres acteurs non étatiques, souvent guidés par des intérêts mercantilistes non institutionnels doit faire légion dans ce combat de certains pays demeure patente, lorsqu'elle n'implique pas directement des responsables politiques locaux. Les grandes sociétés pétrolières qui exploitent les gisements du delta du Niger ne sont pas en reste et portent également une grande responsabilité dans la persistance de la criminalité locale : gestion exogène, destruction de l'environnement, asservissement des populations locales, etc. Il en va aussi de même pour les pêches illégales. C'est justement à cela que la Charte de Lomé – réveille l'Afrique…

Le sommet de Lomé a permis de mettre beaucoup de sujets sur la table ! C'est une première… Plus profondément encore, il a permis de conceptualiser le continuum stratégique reliant organiquement les problématiques de la sécurité maritime à celle de la croissance et du développement de l'économie bleue. En effet, investir dans des radars, vedettes, patrouilleurs, corvettes et frégates des marines nationales des Etats côtiers n'est pas investir à perte… Au contraire, cet effort de défense nationale constitue l'élément moteur et structurant d'un axe de croissance concernant l'ensemble des ressources maritimes : halieutiques, minérales, biodiversité, énergétiques, etc.

Face à la géopolitique mondiale, l'Afrique est entrain de réussir ces interconnexions « défense/croissance/développement », une vision parfaitement pensée au travers de la « Maritimisation de la diplomatie ». Et c'est l'autre grand apport de la Charte de Lomé : réveiller non seulement les Africains, mais aussi toutes les populations côtières (de plus en plus nombreuses à cause de la mondialisation) de leur sommeil. La mer reste un pan inexploité par les économies africaines. Avec la mondialisation économique qui voit le doublement du transport maritime dans les prochaines décennies, l'installation de la majorité des populations de la planète sur les côtes, à laquelle s'ajoute l'exploitation des ressources maritimes, la protection des mers et des océans est devenue un enjeu global majeur.

En soulignant ces différentes évidences, la Charte et l'esprit de Lomé réveillent l'Afrique et le monde. Sur ce front, l'almanach de la diplomatie togolaise a gagné une ligne de plus.

co-operation of States, but also of other non-state actors, often guided by non-institutional merchantile interests have to prove themselves in the fight of certain countries that remain obvious, when it does not directly imply local policy-makers. Major oil companies that exploit the deposits of Niger Delta is one of them and also bear a strong responsibility in the persistence of local crime: exogenus management, destruction of the natural environment, enslavement of local communities, etc. The same also applies to illegal fisheries. It is for precisely this reason that Lomé Charter - reawaken Africa...

Lomé Summit enabled to put lots of issues on the table! A first... More importantly, it has allowed to conceptualize the tactical continuum, organically connecting maritime security problematic to those of the blue economy growth and development. In fact, to invest in radars, speedboats, patrol boats, corvettes and frigates of coastal States national marines are not invested in a loss...

On the contrary, that effort of national defense does represent the driving force and important growth involving all maritime reosurces: fisheries, mineral, biodiversity, energy, etc.

In front of geo-political global landscapes, Africa is succeding in its «defense/growth/development» inter-connections, a perfectly well-thought vision through the «Maritimization of Diplomacy «. And the other great contribution of the Lomé Charter lies in: the reawaken of not only Africans, but also all coastal population as it becomes increasingly numerous due to globalization. The sea remains an unexploited area by African economies. With unbriedle economic globalization that sees maritime transport doubled in the coming decades, the settling of the vast majority of the world's population on the coasts and the increase of the exploitation of maritime resources, the defense of seas and oceans became a major global issues.

By underlying those different views, the Charter and the spirit of Lomé reawaken Africa and the World. On that essential front, the Togolese diplomacy's almanach made a leap forward.

PROTEGEONS NOS | PROTECT OUR
OCEANS
LOMÉ, TOGO
15 OCT 2016

DOSSIER

LES SIDE EVENTS DU SOMMET DE LOME : des réflexions pour protéger nos océans

THE SIDE EVENTS OF THE LOME SUMMIT: REFLECTIONS TO PROTECT OUR OCEANS

copyright Emmanuel PITA

Par Le Comité de rédaction
By Drafting committee

En marge du Sommet extraordinaire de l'Union africaine (UA) sur la sécurité et la sûreté maritimes et le développement en Afrique, Lomé a pu rassembler, sur initiative du président **Faure Essozimna GNASSINGBE,** un gotha impressionnant des meilleurs spécialistes, universitaires, décideurs, chefs d'entreprises, acteurs associatifs, lobbyistes, bref des défenseurs et protecteurs des mers et des océans dans un événement inédit du 10 au 15 octobre 2016 : les side events.

Durant cinq jours, ces side events ont été l'occasion exceptionnelle de riches débats sur les questions de sécurité et de sûreté maritimes.

*On the sidelines of the Extraordinary Summit of the African Union (AU) on maritime safety and security and development in Africa, Lomé was able to gather, on the initiative of President **Faure Essozimna GNASSINGBE**, an impressive great names of the best specialists, academics, decision makers, associations actors, lobbyists, in short, advocates and protectors of the seas and oceans in an unprecedented event from October 10 to 15, 2016: the side events.*

For five days, these side events were an exceptional opportunity for rich debates on maritime issues to master the intellectual level of the Lome Summit.

DOSSIER

L'avenir du monde passant par les mers et les océans, les autorités togolaises ont mis les bouchées doubles avec plus de 238 experts internationaux et exposants donnant ainsi un cachet multi-thématique à ces événements parallèles.

As the future of the world passes through the seas and oceans, the Togolese authorities doubled their efforts with more than 238 international experts and exhibitors, thus giving a multi-thematic look to these parallel events.

C'est devant des milliers d'invités, participants et panélistes que le premier ministre togolais, **Komi Sélom KLASSOU** a ouvert les travaux. Le Chef du gouvernement a situé les enjeux du Sommet de Lomé en ces mots: « Nous ne devons pas permettre que l'espace maritime devienne une zone de non-droit et des réceptacles de nombreuses pollutions provenant à la fois des actions de l'homme, mais aussi, de la nature, elle-même. C'est pourquoi il convient de développer des stratégies communes, de mutualiser nos moyens de lutte contre ces fléaux et d'agir de concert et en partenariat contre ces menaces ».

Komi Sélom KLASSOU coupant le ruban à l'ouverture des Side Events /
Komi Sélom KLASSOU cutting the ribbon at the opening of Side Events

Véritable dialogue à la fois intellectuellement de haut niveau, et technologiquement démonstratif, puisque les mastodontes et multinationales du secteur de la sécurité maritimes (Thalès, Airbus Defence & Space, Safran, Togocel, Asky, Vlisco, CEIS, Smiths Detection, Seris Security, Amarante International, Total, UE, DCNS, CLS, DCI, Sara Groupe, LHAviation, OCEA, Pelagos Associés, Frecap, MagForce, Marine LNG, Shield Africa, A-NSE, ATERMES) étaient toutes là….beaucoup de démonstrations de dernière génération sans oublier les drones dans le ciel de Lomé.

Ces événements dont l'objectif est de croiser et d'enrichir la réflexion sur la planète maritime, ont été animés par d'éminentes personnalités, parmi lesquelles, le secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations-Unies pour l'Afrique, Dr **Carlos LOPES** ; l'ancien premier ministre Béninois, **Lionel ZINSOU** ; l'océanographe togolais, Pr **Adoté BLIVI** ; le ministre français de la défense, **Jean-Yves LE DRIAN**, le Vice-Amiral de la marine française, **Emmanuel DESCLEVES** ; le chimiste de l'atmosphère, Pr **Ayité-Lo AJAVON** ; le Chef d'Etat-major de la marine togolaise, **Nayo TAKOUGNADI** ; l'expert de la Marine camerounaise, **Cyrille Serge ATONFACK GUEMO**… ; tous engagés pour l'Afrique des mers et des océans. Le chef de la diplomatie togolaise, disait à juste titre : « il s'agit d'inviter les Etats africains à mettre en œuvre la stratégie intégrée

*It was in front of thousands of guests, participants and panelists that the Togolese Prime Minister, **Komi Selom KLASSOU** opened the ceremony. The Head of Government set the stakes for the Lomé Summit: «We must not allow maritime space to become a zone of lawlessness and receptacles for the many pollutions resulting from both the actions of man, but also, of nature, itself. That is the reason why it is necessary to develop common strategies, to pool our means to fight against these scourges and act in concert and in partnership against these threats».*

*A real dialogue that is both intellectually of high-level and technologically demonstrative, since the mastodons and multinationals of the maritime security sector (Thalès, Airbus Defense & Space, Safran, Togocel, Asky, Vlisco, CEIS, Smiths Detection, Seris Security, Amarante International, Total, UE, DCNS, CLS, DCI, Sara Group, LHAviation, OCEA, Pelagos Associates, Frecap, MagForce, Marine LNG, Shield Africa, A-NSE, ATERMES), were all there... a lot of demonstrations of the latest generation without forgetting the drones in the sky of Lome. These events, which aim to bring together and enrich the reflection on the maritime planet, were animated by eminent personalities, among them the Executive Secretary of the United Nations Economic Commission for Africa, Dr **Carlos LOPES**; The former Prime Minister of Benin, **Lionel ZINSOU**; The oceanographic Togolese, Pr **Adoté BLIVI**; The French Minister of Defense, **Jean-Yves LE DRIAN**, Vice-Admiral of the French Navy, **Emmanuel DESCLEVES**; the chemist of the atmosphere, Pr. **Ayité-Lo AJAVON**; the Chief of Staff of the Togolese Navy, **Nayo TAKOUGNADI;** the expert of the Cameroonian Navy,*

pour les mers à l'horizon 2050 en vue d'assurer la sécurité et la sûreté maritimes, pour la préservation de l'environnement, pour que la mer soit un réel facteur de développement à travers l'économie bleue ».

Des nombreux thèmes discutés à savoir : la piraterie, la pêche illicite, les trafics illicites, la protection de l'environnement et des ressources, économie bleue et développement, les métiers de la mer, la coopération interétatique et échange en matière de sécurité et de sûreté maritimes, commerce et tourisme, la sécurité et la sûreté maritimes, on retiendra le mérite des experts d'avoir posé sans ambages l'épineuse question des enjeux du sommet de Lomé, mais surtout, d'avoir proposé des pistes de réflexions pour la mise en œuvre de la « Stratégie AIM 2050 ». Indiscutablement, la maritimisation de la diplomatie que le Togo a défendue durant ces side events, est une belle initiative à s'approprier par les autres pays. Pour le Dr **Carlos LOPES**, « la mer est un trésor caché qu'il nous faut dévoiler, protéger et exploiter ».

On retiendra également le grand intérêt accordé par la gent féminine africaine pour la promotion de l'économie bleue. Sur le sujet, la Présidente de la Commission de l'Union africaine, Dr **Nkossasana DLAMINI-ZUMA**, présente à ces side events de Lomé, a rencontré les femmes de l'Organisation des femmes du secteur maritime (WIMAFRICA), avec laquelle nombre de défis peuvent être relevés.

Selon tous les experts et prévisions, l'activité portuaire comptera pour une part très importante dans l'économie et le développement durable du continent. C'est là, un nouveau challenge pour la diplomatie togolaise, qui devra faire un travail ici et ailleurs.

Ces cinq jours fastes des side events qui ont drainé de milliers de participants venus de partout, ont permis de mieux comprendre la triptyque: sécurité maritime, croissance et développement, d'où l'adoption et la signature de la première Charte sur la sécurité et la sûreté maritimes, le 15 octobre 2016 à Lomé.

Cyrille Serge ATONFACK GUEMO *...; all committed to Africa of the seas and oceans. The head of the Togolese diplomacy, Prof.* ***Robert DUSSEY****, rightly stated: «It is a matter of inviting African States to implement the integrated strategy for the seas by 2050 with a view to ensuring the maritime security and safety, for the preservation of the environment, so that the sea constitutes a real factor of development through the blue economy «.*

Several themes discussed: piracy, illegal fishing, illicit trafficking, protection of the environment and resources, blue economy and development, maritime professions, inter-State cooperation and exchange on Maritime security and safety, safety and security, the merit of the experts is that they have posed the thorny issue of the stakes of the Lome summit, but above all, to have proposed areas of discussion for the Implementation of the «AIM 2050 Strategy». Unquestionably, the maritimization of diplomacy that Togo defended during these side events, is a good initiative to be appropriated by the other countries. For ***Carlos LOPES****, «the sea is a hidden treasure that we must unveil, protect and exploit».*

We also note the great interest accorded by the African women junta to the promotion of the blue economy. On this subject, the Chairperson of the Commission of the African Union, Dr Nkossasana DLAMINI-ZUMA, presented to these side events in Lomé, met with the Women of the Maritime Women's Organization (WIMAFRICA), with which many challenges can be met.

Of all experts and forecasts, port activity will be a very important part of the continent's economy and sustainable development. This is a new challenge for Togolese diplomacy, which will have to do a job here and elsewhere.

These five stunning days of side events, which attracted thousands of participants from all over the world, helped to better understand the triptych: maritime security, growth and development, hence the adoption and signing of the first Charter on Maritime Safety and Security, on October 15, 2016 in Lomé.

Public des Side Events / *Public of Side Events*

Mme ZUMA visitant le stand de WIMAFRICA / *Mrs ZUMA visiting WIMAFRICA stand*

DOSSIER

VI ème CONFÉRENCE DU CLUB DIPLOMATIQUE DE LOMÉ : « Aide ou partenariat au 21 ème siècle, entre idées reçues et nouveaux paradigmes »

LOMÉ DIPLOMATIC CLUB (LDC) 6TH CONFERENCE: « ASSISTANCE OR PARTNERSHIP IN THE 21ST CENTURY, BETWEEN POPULAR BELIEFS AND NEW PARADIGMS »

« L'aide publique au développement (APD) est souvent l'objet de controverse chez les élites africaines… », telle a été la substance du riche débat de la sixième conférence du Club Diplomatique de Lomé, le 2 septembre 2016, et animé par Mme **Khardiata LO NDIAYE**, Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies & Représentante du PNUD au Togo.

Pour les membres, invités et nos lecteurs, nous vous proposons l'intégralité de sa communication.

« L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT : UN SUJET DE CONTROVERSES…

La coopération internationale au développement se trouve régulièrement sous le feu de la critique, critique vive des pratiques de coopération accompagnées d'appels insistants à renouveler la pensée et l'action de coopération.

L'aide publique au développement (APD) est souvent perçue comme peu efficace, ses justifications parfois douteuses et rime pour certains avec gaspillage de l'argent du contribuable.

Cette critique radicale interpelle d'autant plus qu'elle émane cette fois-ci d'intellectuels africains. L'écho le plus médiatique

*« Official Development Assistance (ODA) is often the subject of controversy among African elites…» such was the essence of the rich debate led by Mrs. **Khardiata LO NDIAYE**, UN Resident Coordinator and UNDP Resident Representative in Togo during Lomé Diplomatic Club 6th Conference held on September 2, 2016 in Lomé.*

For the members, guests and readers, we are inviting you to unfold her full message.

"THE OFFICIAL DEVELOPMENT ASSISTANCE: A SUBJECT OF CONTROVERSY…

International development co-operation is regularly under fire, with harsh criticism of co-operation practices along with persistent demands to renew the thought and the approach to co-operation.

Official Development Assistance (ODA) is often perceived as inefficient, with its dubious justifications, it seems to others as a waste of taxpayer's money.

The harsh criticism shock even more as it comes from African Intellects. It hit the headlines when Zambian Dambisa Moyo, a brilliant economist, who is still proving her worth in the international financial system, asked herself in her best-seller "Dead Aid: The ravages of unnecessary aid and new solutions

est venu de la Zambienne Dambisa Moyo, brillante économiste qui fait ses preuves dans le système financier international, et qui à travers son best-seller « L'Aide fatale : les ravages de l'aide inutile et de nouvelles solutions pour l'Afrique (2009) » se demande pourquoi la majorité des pays subsahariens se débattent-ils dans un cycle sans fin de maladies, de pauvreté et de dépendance malgré le fait qu'ils ont reçu plus de 300 milliards de dollars depuis 1970. Selon elle, l'Afrique aurait bénéficié de plus de mille milliards de dollars d'aide depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Entre 1970 et 1998, quand le flux d'aide était à son maximum, le taux de pauvreté en Afrique s'est accru de façon stupéfiante, passant de 11% à 66%. 2009. Sa réponse est sans appel : les Africains sont pauvres précisément à cause de cette assistance dont les montants n'ont cessé d'être contestés même chez les pays donateurs.

Mme Khardiata LO NDIAYE / *Mrs Khardiata LO NDIAYE*

Dès ses origines, l'APD a suscité de vifs débats sur les raisons sous-jacentes qui incitent les pays riches à apporter une aide aux pays pauvres. S'agit-il d'un geste altruiste et désintéressé visant le bien-être des populations bénéficiaires ? Les donateurs cherchent-ils plutôt à promouvoir leurs intérêts commerciaux ou géostratégiques ainsi que des liens historiques privilégiés ? Financent-ils des actions de coopération internationale au développement dans le but de promouvoir la production de biens publics globaux et de gérer des risques qui requièrent une réponse à l'échelle de la planète ? Les enjeux sont-ils d'abord sécuritaires ou économiques, ou s'agit-il d'un impératif moral et humanitaire ? Tout dépend de la lecture que l'on fait de l'aide publique au développement en tant qu'instrument ou composante de la politique extérieure des Etats donateurs

Qu'en est-il des pays récipiendaires : quel usage font-ils de l'aide ? A quelle fin et pour quels projets ? qui profite de l'aide ?

Lorsqu'on aborde donc le sujet de l'aide publique au développement, deux catégories de questions émergent. D'un côté, les donateurs, tout comme les bénéficiaires, s'interrogent sur son efficacité. De l'autre, les politiques - ceux des pays du nord de plus en plus aculés par leurs obligations de redevabilité vis-à-vis de leurs contribuables, surtout dans un contexte de raréfaction des ressources, ceux du Sud qui font face à une opinion publique de plus en plus informée, exigeante, et les scientifiques s'interrogent sur les fondements géopolitiques et moraux de la coopération au développement et sa légitimité.

for Africa (2009)" why the major sub-Saharan countries still struggle in an endless cycle of diseases, poverty and dependency, despite receiving more than 300 billion since 1970. She notes that Africa has benefited from over USD 1 billion in assistance since the Second World War. Between 1970 and 1998, when the aid flow was at its peak, the poverty rate in Africa increased drastically from 11% to 66% in 2009. Her response is beyond debate: Africans are poor notably because of this assistance whose amounts are not even disputed by the donor countries.

In its origin, ODA has generated intense debates on the underlying reasons that urge lead rich countries to provide assistance to poor countries. Is it a selfless and disinterested act aimed at the beneficiaries' welfare? Would the donors rather seek to promote their businesses or geo-strategic interests as well as privileged historic links? Are they financing international development co-operation activities to promote the production of global public needs and to manage risks that require global response? Are the challenges first and foremost on security or economic matters or is it a moral and humanitarian duty? It all depends on the reading that one can have on the Official Development Assistance (ODA) either as an instrument or component to the donor countries' foreign policy.

What about the beneficiary countries: how do they use the aid? To what end and for what kind of projects? Who benefit from the assistance?

So, when the subject of Official Development Assistance is

DOSSIER

A côté de ces confrontations entre des discours trop « compassionnels » concernant l'APD, selon lesquels elle est seule capable d'engendrer le décollage économique, et ceux qui la rejette dans sa forme actuelle, s'ouvre tout un champ de pensée qui, s'appuyant sur les nouvelles dynamiques observées au cours des années 2000, tendent à resituer l'aide non plus comme « l'instrument par défaut du financement du développement » mais plutôt parmi d'autres pour le financement des activités de développement.

Dès lors, il est à mon avis très important pour les africains, décideurs comme citoyens, de comprendre les déterminants de ces évolutions, afin d'agir et non subir le cours de ces histoires.

Je vais aborder dans cet exposé introductif 4 points :

1. Fondements et critiques de l'aide publique au développement

2. Confrontation des critiques aux faits ; quels sont les principaux enseignements de l'histoire de l'aide

3. Nouveau paradigme et perspectives : qu'est ce qui change, y a-t-il des invariants ?

4. Eléments de conclusion : on ne développe pas, on se développe. Développement clé en tête et non clé et main

1. FONDEMENTS ET CRITIQUES DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

Définition APD : L'aide publique au développement (APD) comprend, selon la définition du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), les dons et les prêts préférentiels prévus au budget et transférés des pays développés vers les pays en voie de développement.

L'aide économique publique au développement est indissociable du contexte de l'immédiat après-guerre (1945) et a servi historiquement de vecteur d'intérêts politiques et stratégiques étroitement liés à la reconstruction de l'après-guerre, à la guerre froide et à la décolonisation. Nous sommes aux lendemains du traumatisme de la 2eme guerre mondiale et aux côtés des États-Unis prenant conscience de leur hégémonie, de leur intérêt et de leur responsabilité dans l'émergence d'un système international fondé sur la paix et la prospérité, se développe progressivement les politiques d'aide bilatérale du Royaume-Uni et de la France,

addressed, two categories of issues emerge. On one hand, the donors as well as the beneficiaries are asking about its effectiveness; on the other hand, politicians – those of the North are more and more cornered by their moral obligations towards their taxpayers, especially during the depletion of resources, and those of the South are facing informed and demanding public opinion along with experts that question the geopolitical, moral basis and legitimacy of the development co-operation.

In addition to those "compassionate" conflict speeches on the ODA - whereby it is the only entity that is capable in generating economic takeoff - and those who reject its actual form based on the new dynamics observed during 2000, it opens a wide range of thought that tends to view assistance no longer as "the default instrument of the financing development" but rather as one among others as the financing of development activities. Consequently, and in my opinion, it is very important for Africans, decision-makers like citizen to understand the deciding factors of its evolutions to act and not to endure the course of its history.

I will address in this introductory statement 4 points:

1. *Basis and criticism of the official development assistance*

2. *Confronting criticisms to facts; what are the main lessons learned from the history of assistance?*

3. *New paradigm and perspectives: what has changed, are there any unchanging elements?*

4. *Concluding remarks: we do not develop, we develop ourselves. Development in mind, not a turnkey. »*

1. BASIS AND CRITICISM OF THE OFFICIAL DEVELOPMENT ASSISTANCE

ODA definition: The Official Development Assistance (ODA), according to the Organization for Economic Co-operation and Development's (OECD) Development Assistance Committee (DAC), refers to donations and preferential loans that formed part of the budget and were transferred from developed to developing countries.

The public economic development assistance is intertwined with the immediate post-war era (1945) and became historically an entry point to political and strategic interests closely linked to the post-war recovery, cold war and decolonization. In the aftermath of the Second World War trauma and as the United States was becoming aware of its hegemony, interest and responsibility in the emergence of international system based on peace and prosperity, the United Kingdom and France confronted the independence of their former colonies

confrontés à l'indépendance de leurs anciennes colonies. Ils seront suivis par d'autres donneurs bilatéraux dans les années 1960.

Cet environnement est propice au développement de politiques internationales mobilisant des ressources financières, notamment dans le cadre de nouvelles institutions multilatérales au centre desquelles se trouve l'organisation des nations unies. Ainsi, l'article premier (alinéa 3) de la Charte onusienne définit les buts de l'ONU en ces termes :
« Réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, intellectuel ou humanitaire, en développant et en encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinctions de race, de sexe, de langue ou de religion ». Dans l'esprit de la Charte, la coopération internationale peut être considérée comme un impératif pour assurer l'objectif ultime de maintien de la paix, énoncé dans le premier alinéa du même article comme suit :
''Maintenir la paix et la sécurité internationales et à cette fin : prendre des mesures collectives efficaces en vue de prévenir et d'écarter les menaces à la paix et de réprimer tout acte d'agression ou autre rupture de la paix, et réaliser, par des moyens pacifiques, conformément aux principes de la justice et du droit international, l'ajustement ou le règlement de différends ou de situations, de caractère international, susceptibles de mener à une rupture de la paix.'

L'idée de base de l'APD, développée au milieu des années 1960, était aussi que le processus de croissance des pays les moins avancés était freiné par une épargne domestique et des réserves en devises trop faibles ***(double déficit).*** Il était alors apparu comme évident, qu'une aide financière (comblant ces déficits) de la part des pays industrialisés ayant, eux, réalisés leur décollage économique, permettrait de favoriser celui de ceux en voie de développement.

Le besoin de coordination apparaît déjà, pour limiter le risque que l'aide n'alimente de façon stérile des conflits d'intérêt, ce qui a conduit à la création du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), Organisation née en 1960 lorsque 18 pays européens, les États-Unis et le Canada ont uni leurs forces pour fonder une organisation vouée au développement économique.

(Aujourd'hui, l'OCDE compte 35 pays Membres à travers le monde, de l'Amérique du Nord et du Sud à l'Europe et l'Asie-Pacifique. En font partie beaucoup des pays les plus avancés, mais aussi des pays émergents comme le Mexique, le Chili et la Turquie et travaille avec étroitement avec des économies émergentes telles que la République populaire de Chine,

by progressively expanding bilateral assistance policies which were followed by other bilateral donors in the 60's.

The environment was favorable to the development of international policies mobilizing financial resources, in particular within the framework of new multilateral institutions at its center the United Nations Organization. Thus, the article 1 (3) of the United Nations charter defines the purpose of the United Nations as follows:
"To achieve international co-operation in solving international problems of an economic, social, cultural, or humanitarian character, and in promoting and encouraging respect for human rights and for fundamental freedoms for all without distinction as to race, sex, language, or religion" In line with the Charter, the international cooperation can be considered as essential to ensure the ultimate goal of peacekeeping, stated in the first subparagraph of the same article reading:
"To maintain international peace and security, and to that end: to take effective collective measures for the prevention and removal of threats to the peace, and for the suppression of acts of aggression or other breaches of the peace, and to bring about by peaceful means, and in conformity with the principles of justice and international law, adjustment or settlement of international disputes or situations which might lead to a breach of the peace".

The basic idea of the ODA, developed in the mid-60's, was also that the growth process of least developed countries was held back by low domestic savings and foreign-exchange reserves (double deficit). Then, it became obvious that a financial aid (covering its deficits) from industrialized countries, having themselves realized their economic take-off, would help foster those of the least developed countries.

The need for coordination already appeared, to limit the risk that the assistance contributed to conflicts of interest in a sterile manner, it led to the creation of the Committee on Official Development Assistance (ODA), of the Organization for Economic Co-operation and Development's (OECD), Organization founded in 1960 when 18 European countries, the United States and Canada joined forces to create an organization dedicated to economic development.

(Today, the ODA composed of 35 member countries worldwide, from North and South America to Europe and Asia-Pacific. Most of it comprises advanced countries but also emergent countries such as Mexico, Chile and Turkey that work closely with emerging economies such as the People's Republic of China, India and Brazil as well as developing economies of Africa, Asia, Latin America and Caribbean. Its goal is to build a stronger world, healthier and fairer.)

DOSSIER

l'Inde et le Brésil ainsi que des économies en développement d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et des Caraïbes. Son but : bâtir un monde plus fort, plus sain et plus juste).

2. CONFRONTATION DES CRITIQUES AUX FAITS ; QUELS SONT LES PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS DE L'HISTOIRE DE L'AIDE ?

Pendant toute la période de l'immédiat après-guerre aux années 60, l'aide se positionne comme instrument privilégié pour la reconstruction économique et le développement, en apportant des financements additionnels par rapport à la faible capacité d'épargne existant dans les pays en développement. Elle joue un rôle actif pour accélérer les investissements et soutenir la croissance. Pour mieux défendre leurs intérêts économiques et politiques, les principaux pays souhaitent donc contribuer au développement des pays tiers et voient dans l'aide un instrument particulièrement adapté.

Cette vision politique et quantitative de l'aide atteint vite ses limites dans les années 1960. La croissance dans les pays pauvres ne décolle pas ; chômage et sous-emploi y sont monnaie courante, et la pauvreté s'accroît. Les pays dits « en développement » qui en Afrique sortent à peine des luttes pour les indépendances restent dépendants non seulement de la production manufacturière du Nord mais de cadres politiques internationaux à la mise en place desquels ils n'ont que peu pris part. D'où l'essor de la théorie néomarxiste du développement inégal et de la dépendance, influente dans les années 1960 et 1970, portée en Afrique par des économistes comme Samir Amin. Pour les critiques néomarxistes ou radicaux de gauche, l'APD est d'abord un instrument de domination des pays industrialisés sur les pays pauvres, car elle sert avant tout les intérêts des pays occidentaux et de leurs entreprises transnationales. (Teresa Hayter (1971) : Aid as imperialism)

Au tournant de cette décennie, l'environnement international est mûr pour une réorientation de l'aide vers la réduction de la pauvreté. L'aide devient une obligation morale du « Nord » envers le « Sud », un devoir qui trouve sa traduction dans l'adoption de la (célèbre) recommandation de l'Assemblée générale des Nations unies en 1970 de consacrer 1 % du produit intérieur brut (PIB) des pays riches à l'aide, dont 0,7 % pour l'aide officielle. L'objectif s'oriente désormais vers la satisfaction des besoins essentiels, dans le cadre d'une stratégie de croissance et de redistribution pour réduire la pauvreté. Au paradigme du développement et du rattrapage succède celui de la redistribution, où pour les plus sarcastiques, l'aide s'apparente à un impôt international payé par les pays développés au profit des

2. CONFRONTING CRITICISMS TO FACTS; WHAT ARE THE MAIN LESSONS OF THE OFFICIAL DEVELOPMENT ASSISTANCE?

Throughout the immediate post-war period in the 60's, the assistance was seen as the most effective instrument for the economic and development reconstruction, by bringing additional financing in regards to existing low saving capacity in developing countries. It played an active role in accelerating investments and sustaining growth. To better defend their economic and political interests, key countries therefore wished to contribute to the development of third countries and saw in the assistance a particularly well-adapted instrument.

This political vision and quantity of assistance quickly reach its limits in the 60's. The growth in poor countries does not take off; unemployment and under-employment are current and poverty increases. In Africa, the so-called "developing" countries just emerge from their struggle for Independence remained dependent not only on the North's manufacturing output but also on international policies whose implementation they barely took part in. Thus, the rise of unequal development and dependency neo-Marxist influential theory of the 60's and 70's was brought to Africa by proponent economists such as Samir Amin. For neo-Marxist criticism or radical leftist, ODA is first and foremost the industrialized countries' instrument of domination of poor countries as it primarily serves the interests of Western countries and their transnational corporations. (Teresa Hayter (1971): Aid as imperialism).

As the next decade began, the international environment is ready to realign the assistance towards poverty reduction. The assistance becomes a moral obligation from "North" to "South", a duty that finds its meaning in the adoption of the famous 1970 United Nations General Assembly recommendation to rich countries to devote 1% of gross

Photo de famille / *Family photo*

pays en développement. L'Afrique connaît une forte croissance dans les années 1970-1980, passant de onze milliards de dollars en 1972 à quarante milliards de dollars en 1990.

Une troisième tendance apparaît dans les années 1980. C'est la période « glorieuse » de l'ajustement structurel, ou sous l'effet du retournement de l'environnement macroéconomique et monétaire et de la crise de la dette, l'aide devient le vecteur de la restauration des grands équilibres macroéconomiques : stabilité des prix, santé des finances publiques, équilibre externe, ouverture aux échanges et déréglementation, pratique du moins d'état qui semblent être des préalables à la réduction de la pauvreté. L'aide va de fait partiellement refinancer la dette, dans le cadre d'une conditionnalité exigeante de stabilisation macroéconomique. Il en découle pourtant un nouveau rôle pour l'aide : le soutien aux processus de réformes et à la modernisation des institutions. L'aide devient ainsi une composante d'un processus de réforme qui malgré la « gène » de ceux qui devaient la mettre en œuvre, s'avérait indispensable pour le développement. On ne peut pas nier que les environnements macroéconomiques se sont sensiblement améliorés dans la plupart des pays en développement, même si ce n'est évidemment pas suffisant pour ancrer une croissance durable ni pour réduire la pauvreté de masse.

Dans les années 1990, la fin de la guerre froide libère l'aide de sa dimension politico-stratégique originelle, alors même que les désillusions liées à la crise de la dette et aux échecs persistants de développement dans certaines régions du monde - notamment en Afrique –, ainsi que les travaux critiques de la Banque mondiale sur l'efficacité de l'aide, alimentent une nouvelle « fatigue » et conduisent à une baisse substantielle de l'effort global d'APD.

C'est en réaction à ces différentes évolutions que le sommet du Millénaire, en 2000, réoriente clairement l'aide vers la réduction

domestic product (GDP) of which 0.7% for official assistance. The aim is therefore oriented towards the satisfaction of basic needs, within the framework of growth strategy and reallocation to reduce poverty. To the development paradigm and remedial, succeed those of reallocation where, in the most sarcastic reading, the assistance is similar to an international tax paid by the developed countries for the benefit of the developing countries. Africa was enjoying a strong growth in the years 1970-1980, passing from eleven billion dollars in 1972 to forty billion dollars in 1990.

A third trend surfaced in the 80's. It is the « glorious » period of structural adjustment, where as a result of a shift in the macroeconomic and monetary environment, and the debt crisis, the assistance became the vehicle for restoration of major macroeconomic balances: price stability, sound public finance, external balance, opening up to trade and deregulation, state practices that seemed to be the prerequisites to reduce poverty. The assistance de facto partially refinanced the debt, under a demanding conditionality of macroeconomic stabilization. Yet, it resulted in a new role for the assistance: the support for reform processes and institutions modernization. Thus, the assistance became a part of a reform process which, despite the «embarrassment » of those who should implement it, proved to be essential for the development. There was no denying that macroeconomic environments had improved significantly in most developing countries even if it is clearly not enough to firmly establish sustainable growth or to reduce mass poverty.

In the 90's, the end of the cold war relieves the assistance of its original politico-strategic dimension, whereas the disappointment associated with the debt crisis and the continuing failure of development in some parts of the world – including Africa – as well as the critical work of the World Bank on the assistance effectiveness, fuel new « fatigue » and bring substantial decrease of the global effort to provide ODA.

DOSSIER

de la pauvreté et l'inscrit dans un contrat universel centré sur 8 objectifs précis et ambitieux, déclinés en 18 cibles et 48 indicateurs permettant un suivi : les OMD. Le choc des attentats du 11 septembre 2001 remet les intérêts politico-stratégiques au premier plan et contribue à faire du développement une priorité en termes de sécurité nationale, aux côtés de la diplomatie et de la défense. **L'impératif moral devient alors un impératif de sécurité.** Dans cette foulée, le sommet de Monterrey (Mexique), en mars 2002, confirme l'engagement des pays donateurs à accroître significativement leur effort et celui des pays bénéficiaires à améliorer leur gouvernance. Les sommets du G8 ont tous depuis repris ces thèmes et confirmé ces engagements, rivalisant d'initiatives sur les réductions de dettes et l'aide à l'Afrique.

Une menace plus pressante, celle de la disparition de la planète est venu donner un nouveau souffle au dialogue sur l'interdépendance, et ancré dans l'esprit des plus réticents, l'idée **qu'aucune partie du monde ne peut être sauvée sans l'autre.** Avec l'adoption de l'agenda mondial pour le développement durable, le concept d'aide est battu en brèche par celui de partenariat. Nous sommes en plein dans de nouveaux paradigmes.

L'aide publique au développement est donc une politique complexe, prise dans un « double inconfort paradigmatique ». Elle n'a cessé d'osciller entre les intérêts des donateurs et ceux des bénéficiaires, entre des visions idéalistes et celles réalistes, jusqu'à ce que s'impose à tous l'impératif de bâtir de nouvelles formes de coopération internationale qui relèguent au passé la relation mécanique « donneur-receveur ».

Quelques idées sur la perception de l'aide.
En mai 2010, le Parlement européen a rendu public un rapport de la Commission du développement particulièrement critique.

« … en tant qu'exportateur d'armes de premier plan, l'Union européenne exporte ou facilite le transport d'armes à ses frontières. Tout en versant des sommes considérables pour l'aide au développement, l'Union européenne exporte des armes, que ce soit directement ou indirectement, dans les pays mêmes où des millions d'euros sont dépensés au titre de fonds de développement (l'UE dépense annuellement près de 70 milliards d'euros chaque année au titre des fonds de développement, alors qu'elle exporte des armes pour un volume d'affaires qui représente 360 milliards d'euros chaque année) ;

« .. par ailleurs, les nouveaux accords de pêche n'empêcheront pas la surexploitation des réserves halieutiques, les données

It was in response to those various developments that the Millennium summit, in 2000, redirected clearly the assistance towards poverty reduction and established it in a universal contract targeting 8 precise and ambitious goals, broken down into 18 targets and 48 indicators allowing a monitoring: the MDOs. The impact of the September 11 attack brought back forefront the political-strategic interests and contributed to making development a priority in terms of national security, along with diplomacy and defense. ***Thus, moral imperative became security imperative****. As a result, the Monterrey summit (Mexico), in March 2002, confirmed the commitment of donor countries to increase significantly their efforts and those of the beneficiary countries to improve their governance. The G8 summits had since taken up these themes and confirmed these commitments, competing on debt reduction initiatives and assistance to Africa.*

A more increasingly threat, the demise of the planet came to give further momentum on mutual dependence and rooted in the mind of the more reluctant, the idea that no part of the world can be saved without the other one. With the adoption of the global agenda for sustainable development, the concept of assistance was undermined by partnership. We are in the midst of new paradigms.

Thus, the Official Development Assistance is a complex policy, taken in a « twofold pragmatic discomfort». It had swung back and forth between the donors' interests and those of the beneficiaries, between idealistic and realistic visions until the imperative was demanded to all to build new forms of international co-operation that overshadow the « donor-recipient » mechanical relation.

A few thoughts on the understanding of assistance.
In May 2010, the European Parliament made public a particularly critical report from the Development Committee.

« …as a major exporter of weapons, the European Union exports or facilitates the transport of weapons at its borders. By paying significant amounts for development assistance, the European Union exports weapons, directly or indirectly, in the very countries where millions of euros are spent under development fund (The European Union spend almost 70 billion euro each year under development fund, whereas it exports weapons with a turnover that represents 360 billion euro each year) ;

« …furthermore, new fisheries agreements will not prevent the overexploitation of fish stocks, accurate scientific data that would allow for tracking the maximum reported catches are often lacking. Local fishermen do not have priority access to fishing areas and will suffer from European vessels competition, which fishery is subsidized ; in that case, the

scientifiques fiables qui permettraient de définir un niveau maximal de captures faisant souvent défaut. Les pêcheurs locaux ne disposent pas d'un accès prioritaire aux zones de pêches et continueront de pâtir de la concurrence des navires européens, dont la pêche est subventionnée ; dans ce cas, l'industrie de transformation locale, qui présente le potentiel de valeur ajoutée le plus élevé de la chaîne de production, ne reçoit que peu de soutien…… ».

Pour ActionAid International (2005), **« …deux tiers des flux d'APD fournis en 2003 représentent une « aide fantôme » : 20 % de l'aide sont investis dans des projets de coopération technique inefficaces dont les prix surfaits profitent essentiellement aux consultants des pays donateurs ; 14 % de l'APD sont enregistrés au titre de mesures de désendettement qui ne correspondent qu'à des jeux d'écriture comptable ; de plus, l'APD se trouve gonflée par des coûts de transaction excessifs liés aux frais administratifs et de coordination de l'aide … »**

3. NOUVEAU PARADIGME ET PERSPECTIVES : QU'EST CE QUI A CHANGÉ, Y A T-IL DES INVARIANTS ?

Ce qui a changé :

- On passe d'une relation bailleur-receveur à une relation de partenariat (ODD) ;
- Les acteurs du privé : firmes multinationales, grandes fondations privées, sont entrain de supplanter au nord comme au sud, les acteurs publics dans le leadership de la marche du monde ;
- Une conscience civile affirmée au Nord et émergente au sud, portée par le développement des média alternatifs (réseaux sociaux, etc. ;) conduit à une exigeante de redevabilité à laquelle il sera de plus en plus difficile de se soustraire. Le poids d'une jeunesse nombreuse, de plus en plus connectée au monde, particulièrement en Afrique constitue un formidable accélérateur du changement.
- Last but not least, le poids de la diaspora qui par le poids de ses transferts, revendique son rôle dans la construction du devenir de l'Afrique. En 2010, les envois de fonds vers l'Afrique sont estimés autour de 37 milliards de dollars et ont dépassé l'APD depuis. Les études de la BAD et de la Banque mondiale montrent que mieux valorisés, ces transferts généreraient au moins 10 milliards de dollars/ an à l'Afrique.

(Les plus gros bénéficiaires sont : Nigéria (21 milliards $), Égypte (18 milliards $), Maroc (6,8 milliards $), Tunisie (2,4 milliards $), Algérie (2,1 milliards $), Sénégal (1,7 milliard $), Kenya (1,5 milliard

local processing industry that represents the highest potential added-value of the production chain lacks support… »

For Action Aid International (2005), « …two-thirds of ODA flow provided in 2003 represent a « phantom assistance » : 20% of the assistance is invested in inefficient technical cooperation projects whose overvalued prices benefit mostly the donor country consultants ; 14% of the ODA are recorded under debt-relief measures that reflect only mere accounting entries ; moreover, the ODA being inflated by excessive transaction costs related to administrative costs and assistance coordination… »

3. NEW PARADIGM AND PERSPECTIVES : WHAT HAS CHANGED, ARE THERE ANY UNCHANGING ELEMENTS ?

What has changed:

- *We are seeing a shift from donor-recipient to partnership relation (ODD);*
- *Private actors: multinational firms, major private foundations are supplanting, public actors in the leadership of the world at large in both the North and the South;*
- *Civil awareness asserted in the North and emerging in the South, stimulated by the development of alternative media (social networks, etc…) leads to demanding accountability from which it will be increasingly difficult to escape. The weight of growing number of youth, increasingly connected to the outside world, particularly in Africa provides a tremendous boost to change.*
- *Last but not least, the weight of the Diaspora with its major money transfers claims its role in building the future of Africa. In 2010, money transfers towards Africa were estimated at around 37 billion dollars and have exceeded the ODA ever since.*

(The major beneficiaries are: Nigeria (USD 21 billion), Egypt (USD 18 billion), Morocco (USD 6.8 billion), Tunisia (USD 2.4 billion), Algeria (USD 2.1 billion), Senegal (USD 1.7 billion), Kenya (USD 1.5 billion), South Africa, Uganda (USD 1 billion) and Mali (USD 800 billion).

What has not changed

- Governments of donor countries are now open at the service of the private sector and now the ODA tend to play the role of big business bridgehead. It would not be that much of an issue if such calculations remain supported by higher goals of maintaining peace. Sadly, it's not the case, the experiences of countries such as Sierra Leone, Liberia and recently the DRC, Iraq or Libya show that major capital economic interests are reached to replace politics.

This is confirmed by the analysis of financial flows towards developing countries. The share of public assistance to

DOSSIER

$), Afrique du Sud, Ouganda (1 milliard $) et Mali (800 millions $).
Ce qui n'a pas changé

- Les gouvernements des pays donateurs sont encore aujourd'hui ouvertement au service de leur secteur privé et l'APD tend à jouer désormais le rôle de tête de pont du grand capital. Cela ne poserait pas trop de problèmes si de tels calculs demeuraient encadrés par des objectifs supérieurs de préservation de la paix. C'est malheureusement le contraire, les expériences de pays comme la Sierra Léone, le Libéria et plus récemment la RDC, l'Irak ou la Lybie, montrent que les intérêts économiques du grand capital sont parvenus à supplanter le politique.

Cela se confirme à l'analyse des flux financiers en direction des pays en développement. La part de l'aide publique au développement dans le total des flux financiers vers les pays en développement connait une baisse relative, malgré sa tendance à la hausse nominale. Comparés à l'année 2000, l'aide globale a connu une augmentation de 66 % en 2014, tandis que les prêts au secteur privé se sont accru de 300 %, les investissements directs étrangers de 170 % et les envois des migrants de 300 %. La montée en puissance de la Chine et d'autres comme grands donateurs accroît la concurrence sur le marché de l'aide, sans toutefois changer la nature du système.

- Les pays qui ne se prendront pas leur propre développement en charge auront toujours à subir des agendas qui ne sont les leurs.

4. ELÉMENTS DE CONCLUSION :

Le chemin parcouru par l'histoire de l'aide et ses résultats montre qu'à un moment donné de l'histoire ou à un autre, tout le monde, donneurs comme récipiendaires, a pu se tromper de chemin ou de méthode. En citant Bachelard, je dirais : **IL N'Y A PAS DE VERITE PREMIERE ; IL N'YA QUE DES ERREURS PREMIERES. TOUTE VERITE EST UNE ERREUR CORRIGEE.**

Je veux conclure cette introduction en prenant à mon compte cette vérité fondamentale du Pr Joseph KI ZERBO : **« ON NE DEVELOPPE PAS UN PAYS, UN PAYS SE DEVELOPPE,** qui poursuivant sa réflexion, estime qu'il faut à l'Afrique « un Développement clé en tête et non clé en main ».
Mais c'est d'abord et avant tout la responsabilité des africains car si l'aide a été et demeure utile et nécessaire, elle n'est forcément indispensable ! »

Je vous remercie de votre aimable attention.
*Mme. Khardiata Lo Ndiaye s'exprimait à titre personnel.

development in the total financial flows towards developed countries has experienced relative decrease, despite its upward nominal increase. Compared to the year 2000, global assistance recorded an increase of 66% in 2014, whereas private sector loans increased to 300%, foreign direct investments by 170% and remittances by migrants by 300%. The emergence of China and others as major donors increase the competition on the assistance market but without changing the nature of the system.

- *Countries that are not taking into their hands their own development will always be subjected to agendas that are not theirs.*

4. CONCLUDING REMARKS:

*The progress made by the history of assistance and its outcome show that at one point in history or at another, everybody, donors as beneficiaries, may have taken the wrong path or chose the wrong method. By citing Bachelard, I would say : **THERE IS NO BASIC TRUTH ; THERE ARE BASIC ERRORS. ALL TRUTH IS A CORRECTED ERROR.***

*I want to conclude this introduction in taking into account this fundamental truth of Pr Joseph KI ZERBO : « **ONE DOES NOT DEVELOP A COUNTRY, A COUNTRY DEVELOPS ITSELF,** by pursuing his reflections, considers that Africa needs « Development in mind, not a turnkey. »*

But it is first and foremost the responsibility of Africans because if the assistance has been and remained useful and necessary, it is necessarily essential! »

Thank you for your kind attention.
**Mrs. Khardiata Lo Ndiaye was speaking in her personal capacity.*

TMONEY

Pour y accéder, composez

***145#**

Transfert d'argent

Achat

Paiement

Gérez tout via votre mobile !

✔ Simple ✔ Rapide ✔ Sécurisé

Souscription au service

gratuite

Banque émettrice

BTCI

LE LEADER

service client : 888 www.facebook.com/Togocel www.twitter.com/togocel www.togocel.tg certifiée ISO 9001: 2015 et ISO 14001: 2015

ACTUALITÉS

LA COP22 DE MARRAKECH AU MAROC : le Togo s'inscrit dans l'action

COP22 FROM MARRAKECH TO MOROCCO: TOGO IS CONSISTENT WITH ACTION

par M.Koudjo ADANOU, Chargé d'affaires a.i. du Togo au Maroc
By Mr.Koudjo ADANOU, Chargé d'affaires a.i. of Togo to Morocco

Le Chef de l'Etat S.E.M **Faure Essozimna GNASSINGBE** a pris part à la 22ème Conférence des Parties à la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) tenue à Marrakech du 07 au 18 novembre 2016, inscrit sous le thème : **L'atténuation aux effets du changement climatique et de l'innovation en matière d'adaptation.**

A la tribune, le Chef de l'Etat, a affirmé l'engagement du Togo dans la lutte contre les changements climatiques dont les effets sont réels : la sécheresse, les inondations, le phénomène de l'érosion côtière, la hausse des températures. Selon lui, **« le réchauffement climatique continuera d'entraver sérieusement la croissance économique de nos pays et la lutte contre la pauvreté de nos populations si nous ne changeons pas de paradigme pour adopter des stratégies de développement plus sobres en carbone et plus résilientes aux changements climatiques ».**

Le président togolais rappelle donc l'impérieux devoir d'intégrer davantage la question des changements climatiques dans nos politiques stratégies, programmes et projets de développement dans tous les secteurs d'activité, même si cela nécessite des coûts supplémentaires à nos politiques, c'est en ces termes énergiques que le président **Faure Essozimna GNASSINGBE** a identifié

*The Head of State H.E Mr. **Faure Essozimna GNASSINGBE** took part in the 22nd Conference of the Parties to the United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC), held in Marrakech from November 7 to 18, 2016, under the theme: Mitigation of the effects of climate change and innovation as regards adaptation.*

*In the rostrum, the Head of State affirmed Togo's commitment in the fight against climate change, the effects of which are real: drought, floods, the phenomenon of coastal erosion, rising temperatures. According to him **«global warming will continue to seriously hamper the economic growth of our countries and the fight against poverty of our people if we do not change paradigm in order to adopt strategies of development that are more carbon-neutral and more resilient to climate change.»***

*The president of Togo therefore reiterates the imperative duty to integrate more fully the issue of climate change in our policies strategies, programs and projects of development in all the sectors of activity, even if this requires additional costs to our policies, it is In these strong words, that President **Faure Essozimna GNASSINGBE** identified three priority areas for achieving the COP's objectives: financial, adoption actions and*

trois axes prioritaires pouvant permettre d'atteindre les objectifs de la COP, à savoir l'aspect financière, les actions d'adoptions et le renforcement de capacités. Le Chef de l'Etat a exhorté son auditoire à agir sans tarder. En marge du Sommet, **Faure Essozimna GNASSINGBE** a participé à la conférence sur la mise en œuvre de l'initiative africaine pour les énergies renouvelables (IAER), une initiative appuyée par la France. Cette initiative vise à permettre l'atteinte d'une production de 10 gigawatts de nouvelles énergies renouvelables d'ici 2030. Elle aidera aussi les pays africains à mettre en place des stratégies de développement à faible émissions de carbone tout en créant des emplois, en améliorant la sécurité énergique et apportant de l'énergie propre, sûre et abordable aux 640 millions d'africains qui sont actuellement dépourvu.

Parallèlement à la COOP 22 a été organisé, sous la présidence du Roi **Mohammed VI**, Roi du Maroc, un sommet qui a réunis les Chefs d'Etat , de Gouvernement et de délégations de 50 pays africains mais aussi, le Secrétaire Général de l'ONU, M. **Ban ki Moon**, de la Secrétaire Exécutive de la Convention-Cadre des Nations Unies sur le climat, Mme **Patricia ESPINOZA**, du Président Français **François HOLLANDE** et des institutions financiers (BAD, BM).

Au plan bilatéral, S.E.M. **Faure Essozimna GNASSINGBE** s'est entretenu avec le Roi du Maroc, **John KERRY**, Secrétaire d'Etat américain ainsi que d'autres hautes personnalités internationales et des hommes d'affaires marocains intéressés par le dynamisme du marché togolais.

La Cop 22 était un moment historique qui marque la mise en œuvre et le financement des politiques de réduction de réchauffement climatique: la réduction des gaz à effet de serre, la transition énergétique, la mise en place d'une agriculture adaptée à la nouvelle donne climatique, le traitement et la maîtrise des déchets….

Selon la Secrétaire exécutive de la CCNUCC, la Cop 22 est une occasion pour mettre en évidence le caractère indissociable de l'Accord de Paris et de l'Agenda 2030 pour le développement durable et servir de catalyseurs à d'autres efforts en faveur de la lutte contre les changements climatiques. Le président français François Hollande aussi abonda dans le même sens.

Lors de la Conférence de Marrakech qui a connu la participation de 196 Etats, a été débattue la mise en œuvre de l'Accord de Paris entré en vigueur après la ratification de 55 Etats signataires représentant 55% des émissions de gaz à effet de serre dans le monde. Elle est destinée à préparer et organiser la mise en marche du pacte mondial de lutte contre le réchauffement climatique dont les objectifs ont été fixés dans l'accord de Paris. Ce document a été signé par le Président **Faure Essozimna GNASSINGBE** le 20 septembre 2016 au siège des Nations-Unies, faisant du Togo, le 177 Etat signataire de cette convention-cadre.

capacity-building. The Head of State urged his audience to act without delay.

*On the sidelines of the Summit, **Faure Essozimna GNASSINGBE** participated in the conference on the implementation of the African Initiative for Renewable Energies (AIRE), an initiative supported by France. This initiative aims to achieve 10 gigawatts of new renewable energy by 2030. It will further help African countries to implement low-carbon development strategies while creating jobs, improving energy security and providing clean, safe and affordable energy to the 640 million Africans who are currently deprived.*

*At the same time, COP 22 was organized under the presidency of King **MOHAMMED VI**, King of Morocco, a summit that brought together Heads of State, of Government and delegations from 50 African countries, but also the UN Secretary-General **BAN Ki Moon**, the Executive Secretary of the United Nations Framework Convention on Climate, **Patricia ESPINOZA**, French President **François HOLLANDE** and the financial institutions (ADB, WB).*

*On a bilateral basis, H.E Mr. **Faure Essozimna GNASSINGBE** discussed with the King of Morocco, **John KERRY**, US Secretary of State, as well as other international personalities from top level and Moroccan businessmen interested in the dynamism of the Togolese market.*

Cop 22 was a historic moment that marks the implementation and financing of policies to reduce global warming: reduction of greenhouse gases, energy transition, establishment of an agriculture adapted to the new situation Climate control, treatment and control of wastes…

According to the Executive Secretary of the UNFCCC, Cop 22 is an opportunity to highlight the indivisibility of the Paris Agreement and the 2030 Agenda for Sustainable Development and serve as a catalyst to other efforts to fight against climate change. The French President François Hollande also abounded in the same direction.

*At the Marrakech Conference, which was attended by 196 States, the implementation of the Paris Agreement, which entered into force after the ratification of 55 signatory states representing 55% of greenhouse gas emissions, was discussed. It is intended to prepare and organize the implementation of the global pact to combat global warming of which objectives have been set in the Paris agreement. This document was signed by President **Faure Essozimna GNASSINGBE** on September 20, 2016 at the UN headquarters, making of Togo the 177th State signatory to this framework convention.*

TOGO-ISRAEL : Rapprochement entre Lomé et Jérusalem

TOGO-ISRAEL: RAPPROCHEMENT BETWEEN LOME AND JERUSALEM

Par M. Koffi AKAKPO, Directeur de la coopération internationale
By Mr. Koffi AKAKPO, Direcior of international Cooperation

Dans son offensive diplomatique, le Président **Faure Essozimna GNASSINGBE** a effectué une visite officielle du 7 au 11 août 2016 en Israël à l'invitation du Premier Ministre Israélien **Benyamin NETANYAHOU**. Cette visite est la deuxième du genre après celle de 2012.

Le Séjour du Président de la République togolaise en terre israélienne a été meublé par plusieurs rencontres de haut niveau et des visites d'entreprises.

S'agissant des rencontres de haut niveau, le Président de la République a rencontré successivement le Président de l'Etat d'Israël, **Reuven RIVLIN** et le Premier Ministre Israélien. Ces différentes rencontres ont permis au Président de la République et à ses différents interlocuteurs de faire le point de la coopération bilatérale qui existe entre le Togo et Israël et de consolider les bases du renforcement de celle-ci.

*In his diplomatic offensive, President **Faure Essozimna GNASSINGBE** paid an official visit in Israel from August 7 to 11 2016 at the invitation of Israeli Prime Minister **Benyamin NETANYAHOU**. This visit is the second of its kind after 2012.*

The stay of the President of the Republic of Togo in Israel was furnished by several high-level meetings and visits of companies.

*As for the high-level meetings, the President of the Republic met successively the President of the State of Israel, **Reuven RIVLIN** and the Israeli Prime Minister. These various meetings enabled the President of the Republic and his various interlocutors to take stock of the bilateral cooperation between Togo and Israel and to consolidate the foundation of the strengthening thereof.*

As regards the bilateral level, they welcomed the excellent and fruitful relations of friendship and cooperation between Togo

Sur le plan bilatéral, ils se sont félicités de l'excellence des relations d'amitié et de coopération entre le Togo et Israël qui ont porté des fruits abondants depuis l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays. A cet égard, ils entendent, conformément au principe dit de relation privilégiée, accroître leur confiance réciproque et élargir leur coopération à d'autres domaines notamment l'Agriculture, la Santé Publique, l'Education, l'Enseignement Supérieur, les Sciences Technologiques, l'Economie Numérique, le Développement Communautaire, la Sécurité, la Protection et de la Promotion Sociale et l'intégration de la femme au processus de développement. Sur le plan régional, le Président togolais et le Premier Ministre israélien se sont convenu de l'organisation à Lomé d'un sommet israélo-africain sur le thème 'sécurité et développement' en vue du renforcement des liens de coopération entre Israël et l'Afrique.

Abordant la situation internationale, le Chef de l'Etat togolais, le Président de l'Etat d'Israël et le Premier Ministre israélien ont exprimé leurs vives préoccupations face à la recrudescence des actes terroristes et à la persistance des crises qui menacent la paix, la sécurité, la stabilité et le développement du monde. Ils ont également réaffirmé leur ferme condamnation du terrorisme sous toutes ses formes et ont appelé à la coordination des efforts et à la poursuite de la coopération internationale pour venir à bout de ce fléau. Evoquant la tenue de la conférence extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union Africaine sur la sécurité et la sûreté maritime et le développement en Afrique le 15 octobre 2016, le Premier Ministre israélien a salué les efforts que déploie le Togo dans les domaines du maintien de la paix et dans l'organisation de cette conférence. A cet égard, il a formulé son vif souhait pour la réussite de cette rencontre et plaidé que les parties concernées œuvrent de bonne foi en vue de l'adoption et de la signature de la charte de Lomé sur la sûreté et la sécurité maritime.

Pour ce qui est des visites d'entreprises, le Président de la République togolaise a eu des entretiens avec les responsables du Port de Haifa, de la Société Cybergim, de l'Hôpital de Ziv, de l'Institut 'Volcan' et de l'armée israélienne chargée de la gestion du plateau de Golan. Il a instruit à cet égard les Ministres, chacun en ce qui le concerne, de la poursuite des discussions issues de ces différents entretiens et de lui en rendre compte. Le dépôt d'une gerbe en mémoire des victimes du terrorisme a marqué la fin de cette visite en terre israélienne.

Aux yeux des observateurs, l'enjeu de cette visite de **Faure Essozimna GNASSINGBE** en Israël est de réaffirmer la position du Togo quant aux questions internationales et notamment celles qui concernent directement Israël.

and Israel since the establishment of diplomatic relations between the two countries. In this respect, they intend, in accordance with the so-called preferred relationship principle, to increase their mutual trust and to extend their cooperation to other fields, including Agriculture, Public Health, Education, Higher Education, Science Technology, Community Development, Security, Social Defense and Promotion and integration of women in the development process. At regional level, the Togolese President and the Israeli Prime Minister agreed to organize an Israeli-African summit on 'security and development' in Lomé to strengthen cooperation between Israel and Africa.

Addressing the international situation, the Togolese Head of State, the President of the State of Israel and the Israeli Prime Minister expressed their deep concern at the upsurge of terrorist acts and the persistence of crises that threaten peace, Security, stability and development of the world. They also reaffirmed their firm condemnation of terrorism in all its forms and called for the coordination of efforts and the pursuit of international cooperation to overcome this scourge. Referring to the Extraordinary Conference of Heads of State and Government of the African Union on Maritime Security and Safety and Development in Africa on October 15 2016, the Israeli Prime Minister hailed Togo's efforts in the areas of peacekeeping and the organization of this conference. In this regard, he expressed his strong wish for the success of this meeting and pleaded that the concerned parties work in good faith for the adoption and signature of the Lome Charter on maritime safety and security.

As far as company visits are concerned, the President of the Republic of Togo held talks with officials of the Port of Haifa, the Cybergim Company, the Ziv Hospital, the 'Volcan' Institute and the Israeli army in charge of the management of the Golan Heights. In this regard, he instructed the Ministers, each as far as he is concerned, to continue the discussions resulting from these various meetings and to report it to him. The laying of a wreath in memory of the victims of terrorism marked the end of this visit to Israel.

For the observers, the stakes of Faure Gnassingbe's visit to Israel is to reaffirm Togo's position on international issues, particularly those which directly concern Israel.

ACTUALITÉS

XVIème SOMMET DE LA FRANCOPHONIE A ANTANANARIVO: Présence remarquée du Togo

XVI SUMMIT OF FRANCOPHONY IN ANTANANARIVO: A NOTABLE PRESENCE OF TOGO

Par M. Kokoutché GOUNA, Chargé d'Affaires a.i Ambassade du Togo en Afrique du Sud
By Mr. Kokoutché GOUNA, Chargé d'Affaires a.i Embassy of Togo in South Africa

Le 16ème sommet de la Francophonie tenu à Antananarivo, les 26 et 27 novembre 2016, a connu la participation de plusieurs Etats, Gouvernements et, de nombreuses organisations internationales partenaires ont été représentés.

La Capitale Antananarivo a été durant cette période la scène de nombreuses rencontres et assises à savoir : l'Assemblée parlementaire de la Francophonie, la Conférence Ministérielle de la Francophonie et le Conseil permanent de la Francophonie. Ce 16ème Sommet de la Francophonie a consacré le thème de la « Croissance partagée et développement responsable : Les conditions de la stabilité dans le monde et l'espace francophone ». Il s'est

The 16th Francophonie Summit held in Antananarivo on November 26 and 27, 2016 was attended by several States, Governments and, many international partner organizations were represented.

During this period, the Capital city Antananarivo was the scene of numerous meetings, namely the parliamentary Assembly of the Francophonie, the Ministerial Conference of la Francophonie and the Permanent Council of la Francophonie.

This 16th Summit of the Francophonie devoted the theme of «Shared Growth and Responsible Development: Conditions of Stability in the World and the Francophone Space». It ended with the declaration of Antananarivo and a resolution which is

achevé sur la déclaration d'Antananarivo et une résolution qui se décline en treize points. Cependant, les documents finaux de ce grand rendez-vous international se résument en des engagements, notamment les :

- Résolution sur les situations de crise, de sortie de crise et de consolidation de la paix dans l'espace francophone,
- Résolution sur la création d'une entité au sein de l'OIF pour la promotion de l'égalité femme-homme, des droits et de l'autonomisation des femmes et des filles,
- Résolution sur la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violents pouvant conduire au terrorisme,
- Résolution sur la formation professionnelle et technique,
- Résolution sur l'énergie propre et durable pour tous en Afrique,
- Résolution sur la promotion de la diversité linguistique,
- Résolution sur les mariages d'enfants, les mariages précoces et les mariages forcés,
- Résolution sur la décentralisation et le développement local,
- Résolution Eau, Paix, Sécurité,
- Résolution sur la promotion du dialogue des cultures en tant que facteur de développement durable,
- Résolution Investir dans le secteur de la santé pour soutenir la croissance partagée dans l'espace francophone,
- Résolution sur la sécurité routière,
- Résolution sur l'économie bleue.

« (…) Ce sont des échanges très profonds que nous avons eu dans le cadre de nos discussions. Ça nous mènerait à des actions. Nous ne sommes pas ici, seulement, pour discuter, sinon nous ne serions pas là. On s'attend à des actions concrètes et importantes. (…) tout ce que nous avons discuté va déboucher sur des actions. Telle est la portée de l'engagement que chacun de nous avions pris dans le cadre de ce Sommet », a affirmé **Hery RAJAO-NARIMAMPIANINA**, Président de la République de Madagascar, lors d'une conférence de presse donnée en marge du Sommet.

La mise en œuvre effective des décisions prises au Sommet d'Antananarivo est particulièrement attendue de la population francophone, notamment dans les pays membres les plus vulnérables. Le Secrétaire général de l'OIF, Madame **Michaëlle JEAN**, entend faire de cette organisation souvent réduite à une dimension culturelle, une entité agissante, innovante par les idées qu'elle porte en activant notamment le levier de la Francophonie économique.

Par ailleurs, durant les discours d'ouverture du sommet, les orateurs ont tous réaffirmé l'importance de la solidarité

declined in thirteen points. However, the final documents of this great international meeting are summarized in commitments, in particular:

- *Resolution on crisis situations, exit from the crisis and peacebuilding in the French-speaking world,*
- *Resolution on the creation of an entity within the IOF for the promotion of gender equality, rights and empowerment of women and girls,*
- *Resolution on the prevention of violent radicalization and extremism which may lead to terrorism,*
- *Resolution on vocational and technical training,*
- *Resolution on clean and sustainable energy for all in Africa,*
- *Resolution on the promotion of linguistic diversity,*
- *Resolution on child, early and forced marriages,*
- *Resolution on decentralization and local development,*
- *Water, Peace, Security Resolution,*
- *Resolution on the promotion of the dialogue of cultures as a factor of sustainable development,*
- *Resolution on Investing in the health sector to support shared growth in the French-speaking world,*
- *Resolution on road safety,*
- *Resolution on the blue economy.*

*«(...) These were very profound debates that we had in the course of our discussions. That would lead to actions. We are not here just to discuss, otherwise we would not be there. Concrete and important actions are expected. (...) everything we have discussed will lead to actions. This is the scope of the commitment that each of us took at this Summit», stated **Hery RAJAO-NARIMAMPIANINA**, President of the Republic of Madagascar, at a press conference given on the sidelines of the Summit.*

*The effective implementation of the decisions taken at the Antananarivo Summit is particularly expected of the Francophone population, particularly in the most vulnerable member countries. The Secretary General of the IOF, Mrs **Michaëlle JEAN,** intends to make of this organization often reduced to a cultural dimension, an active entity, innovative by the ideas it brings, by activating in particular the leverage of economic Francophonie.*

Moreover, in the opening speeches of the summit, all speakers reaffirmed the importance of francophone solidarity in weighing and promoting its values and initiatives in other international and global fora. The Madagascar Summit revealed the relevance and central role of the IOF on the international scene and gives a new dynamic to the powerful force of proposals and actions of La Francophonie.

A few days before this major Francophone rendez-vous, the 32nd

ACTUALITÉS

francophone pour peser et faire valoir ses valeurs et initiatives dans les autres instances internationales et mondiales. Le Sommet de Madagascar a révélé la pertinence et la place centrale qu'occupe l'OIF sur la scène internationale et donne une nouvelle dynamique à la puissante force de propositions et d'actions de la Francophonie.

Quelques jours avant ce grand rendez-vous Francophone, la 32ème session de la conférence Ministérielle de la Francophonie(CMF) s'est tenue les 23 et 24 novembre 2016, et a décidé que la prochaine Conférence Ministérielle de la Francophonie (CMF) se déroulera en novembre 2017, à Lomé sur proposition du président de la République, SEM. **Faure Essozimna GNASSINGBE**, représenté par le chef de la diplomatie togolaise. Une fois de plus, la diplomatie agissante de Lomé a gagné !

En marge de ce sommet, le Prof **Robert DUSSEY**, Ministre togolais des Affaires Etrangères, de la coopération et de l'intégration africaine, a eu des rencontres bilatérales avec des délégations d'autres pays et organisations internationale et régionale. Les échangés pour la plupart ont porté sur le renforcement de la coopération bilatérale, le soutien du Togo à des candidatures de certains pays à des postes clés dans des organisations ou, à l'organisation de certains événements internationaux. Parmi ces rencontres, une particulièrement a permis à la délégation togolaise à ce sommet d'obtenir une promesse d'un appui technique qui donnera l'occasion aux experts de la Principauté de Monaco de développer certains aspects de la thématique pour la 33ème session de la conférence Ministérielle de la Francophonie prévue à Lomé en 2017, thématique qui portera sur l'économie bleue.

Soulignons que l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) compte à ce jour quatre- vingt- quatre (84) Etats et gouvernements membres, avec l'adhésion de la Nouvelle-Calédonie, l'Argentine, la Corée du Sud, et la province canadienne d'Ontario. L'Arabie saoudite en revanche n'a pas été admise au sein de la Francophonie.

A l'issue du Sommet de Madagascar, les Chefs d'État ont désigné les pays hôtes des deux prochains Sommets de la Francophonie. L'Arménie organisera le 17ème Sommet de la Francophonie en 2018. Pour rappel, la capitale Erevan avait déjà accueilli la 31ème session de la Conférence Ministérielle de la Francophonie en octobre 2015. Dans la même veine la candidature de la Tunisie a été retenue pour l'organisation du 18ème Sommet de la Francophonie, qui aura lieu en 2020. L'OIF fêtera ainsi ses 50 ans dans la patrie de l'un de ses pères fondateurs, l'ancien président Habib Bourguiba.

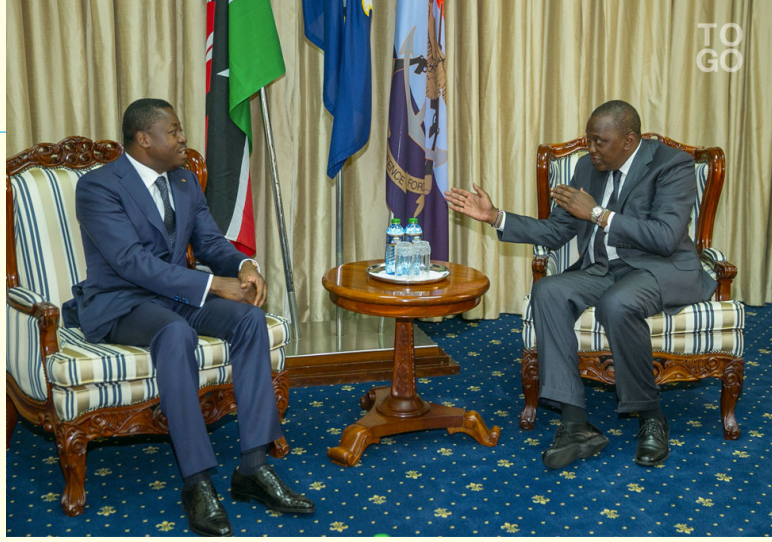
session of the Ministerial Conference of La Francophonie (MCF) was held on November 23 and 24, 2016 and decided that the next Ministerial Conference of La Francophonie (MCF) will take place In November 2017 in Lomé on the proposal of the President of the Republic, H.E Mr. ***Faure Essozimna GNASSINGBE****, represented by the head of Togolese diplomacy. Once again, acting diplomacy has won!*

On the sidelines of the summit, Prof. ***Robert DUSSEY****, Togolese Minister of Foreign Affairs, Cooperation and African Integration, held bilateral meetings with delegations from other countries and international and regional organizations. The discussions for the most part focused on strengthening bilateral cooperation, Togo's support for candidates from certain countries for key positions in organizations or, in the organization of certain international events. Among these meetings, the Togolese delegation at this summit was particularly pleased to obtain a promise of technical support which will give the experts of the Principality of Monaco the opportunity to develop certain aspects of the theme for the 33rd session of the Ministerial Conference of La Francophonie to be held in Lomé in 2017, which will focus on the blue economy.*

It should be noted that the International Organization of la Francophonie (IOF) currently has eighty-four (84) member states and governments, with the accession of New Caledonia, Argentina, South Korea and Province of Ontario. Saudi Arabia, on the other hand, was not admitted to La Francophonie.

At the end of the Madagascar Summit, the Heads of State designated the host countries of the next two Summits of La Francophonie. Armenia will organize the 17th Summit of the Francophonie in 2018. As a reminder, the capital Yerevan had already hosted the 31st session of the Ministerial Conference of La Francophonie in October 2015. In the same vein, Tunisia's candidacy was chosen for the organization of the 18th Summit of La Francophonie, which will take place in 2020. The OIF will celebrate its 50th anniversary in the homeland of one of its founding fathers, former President Habib Bourguiba.

Faure GNASSINGBE : invité d'honneur du JAMHURI DAY au KENYA



FAURE GNASSINGBE: GUEST OF HONOR AT JAMHURI DAY IN KENYA

Par le Comité de rédaction
By Drafting committee

Une première depuis qu'il est au commande du Togo, le président de la République, **SEM. Faure Essozimna GNASSINGBE** a effectué une visite d'Etat de 72 heures, chez son homologue Kenyan, **SEM. Uhuru KENYATTA.**

Les deux hommes s'étaient vus lors du sommet extraordinaire de l'UA sur la sécurité et la sûreté maritimes et le développement en Afrique, tenu à Lomé, du 10 au 15 octobre 2016.

Le numéro 1 Kenyan fut d'ailleurs très actif dans les discussions ayant conduit à l'adoption et à la signature de **la CHARTE de LOME.** Depuis, les deux pays, important hub chacun dans sa région respective, tracent les voies d'une nouvelle relation diplomatique et économique.

Du 11 au 13 décembre 2016, **Faure Essozimna GNASSINGBE** était l'invité d'honneur aux célébrations marquant le **JAMHURI DAY**, 53ème anniversaire de l'indépendance du Kenya. Le Chef de l'Etat a assisté à toutes les manifestations – défilé militaire et civil au Nyayo Stadium de Nairobi, au déjeuner officiel, puis des entretiens avec le président **KENYATTA**. Le Kenya, devenu depuis peu, le hub de l'Afrique orientale, est incontestablement une économie futuriste – nombre de multinationales y sont installées, notamment celles des secteurs des nouvelles technologies, du e.banking, du tourisme et de l'énergie solaire.

Le numéro 1 togolais dont on connait la vision dans ces différents domaines pour son pays, a visité le siège de l'opérateur Kenyan Safaricom. « Je suis impressionné par la force de l'économie kenyane » a déclaré le Chef de l'Etat togolais, qui s'est dit également prêt à coopérer avec ce pays pour son expertise et les avantages comparatifs à partager entre les pays du sud.

Cette visite d'Etat du président **Faure Essozimna GNASSINGBE**, dont le leadership diplomatique s'étend un peu plus sur le continent, et de plus en plus sollicitée, a été l'occasion pour le Kenya d'avoir le soutien de Lomé à la candidature d'**Amina MOHAMED**, au poste de présidente de la Commission de l'Union africaine.

*The President of the Republic, **H.E.Mr Faure Essozimna GNASSINGBE**, for the first time since he has been in command of Togo undertook a 72 hours state visit to his Kenyan counterpart, **H.E Mr Uhuru KENYATTA.***
The two men met at the AU Extraordinary Summit on Maritime Security and Safety and Development in Africa, held in Lomé from 10th to 15th October 2016.

*The Kenyan number one was very active in the discussions leading to the adoption and signing of the **LOME CHARTER.** Since then, the two countries, important hub each in their respective region, pave the way for a new diplomatic and economic relationship.*

*From 11th to 13th December 2016, **Faure Essozimna GNASSINGBE** was the guest of honor at the celebrations marking the **JAMHURI DAY**, the 53rd anniversary of Kenya's independence. The Head of State attended all the demonstrations - military and civil parade at the Nyayo Stadium in Nairobi, the official luncheon, followed by talks with **President KENYATTA.** Kenya, which has recently become the hub of East Africa, is undoubtedly a futuristic economy, with a large number of multinationals, including those in new technologies, e-banking, tourism and solar energy sectors.*

The Togolese number 1 of whom one knows the vision in these different fields for his country, visited the head office of the Kenyan operator Safaricom. «I am impressed by the strength of the Kenyan economy,» said the Head of State of Togo, who said he is also ready to cooperate with the country for his expertise and the comparative advantages to be shared between the countries of the south.

*This state visit of President **Faure Essozimna GNASSINGBE**, whose diplomatic leadership extends a little more on the continent, and more and more solicited, was the occasion for Kenya to have the support of Lome to the candidature of **Amina MOHAMED**, to the position of Chairperson of the African Union Commission.*

VISITE DE ROBERT DUSSEY EN REPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN : convergence de vue entre Lomé et Téhéran

ROBERT DUSSEY'S VISIT TO THE ISLAMIC REPUBLIC OF IRAN: SHARED UNDERSTANDING BETWEEN LOME AND TEHRAN

Par Le Comité de rédaction
By Drafting committee

Petit pays mais grande vision diplomatique (…) le Togo du président **Faure Essozimna GNASSINGBE** poursuit sa conquête de l'orient. Lomé et Téhéran sont passées à une nouvelle étape de leurs relations économiques, marquées par une parfaite convergence de vue sur l'ensemble des sujets de coopération bilatérale. En effet, le chef de la diplomatie togolaise a effectué, les 6 et 7 novembre dernier, une visite de travail en Iran. La première d'un officiel togolais depuis 3 ans, elle a permis au Pr. **Robert DUSSEY** de rencontrer son homologue Iranien, Dr. **Mohammad Javad ZARIF**.

Avec le président Iranien, Dr. **Hassan ROUHANI,** le chef de la diplomatie togolaise a partagé la vision du président de la République, SEM **Faure Essozimna GNASSINGBE**, de la coopération bilatérale , des questions africaines et internationales.

«Les compagnies iraniennes sont prêtes à coopérer avec le Togo. Elles ont également beaucoup à offrir dans les domaines de l'industrie, des infrastructures et des mines, à des coûts très compétitifs…» a déclaré le président **Hassan ROUHANI**. Les deux hommes ont exploré de nouvelles pistes pour une coopération plus renforcée et étendue à plusieurs domaines, à savoir la santé, l'énergie, le commerce, la sécurité et l'éducation. Ce dernier domaine est un desquels la vitalité de l'axe Lomé-Téhéran s'est illustrée (…) en témoigne le financement de la construction de l'université de Kara. Cette nouvelle dynamique entre les deux pays, intervient quelques mois après la levée des sanctions internationales contre la République islamique d'Iran. Au moment où plusieurs pays occidentaux lorgnent ce vaste marché de plus de 80 millions d'habitants, l'Iran offre des avantages comparatifs et une avalanche d'expertises vers le sud.

Le Togo, un des rares pays d'Afrique sub-saharien dont la diplomatie est si appréciée par Téhéran (…) fait de nouveau le choix d'une diplomatie proactive, au service du développement.

*Small country but great diplomatic vision (...) the Togo of President **Faure Essozimna GNASSINGBE** continues its conquest of the East. Lomé and Tehran have moved to a new stage in their economic relations, marked by a perfect convergence of views on all issues of bilateral cooperation. Indeed, on November 6 and 7, the head of the Togolese diplomacy made a working visit to Iran. The first of a Togolese official for 3 years, it allowed Professor Robert Dussey to meet his Iranian counterpart, Dr. **Mohammad Javad Zarif**.*

*With Iranian President Dr. **Hassan ROUHANI**, the head of Togolese diplomacy shared the vision of the President of the Republic, His Excellency **Faure Essozimna GNASSINGBE**, on bilateral cooperation , African issues and internationals.*

*«Iranian companies are ready to cooperate with Togo. They also have a lot to offer in the fields of industry, infrastructure and mining, at very competitive costs ... «said President **Hassan ROUHANI**. The two men explored new opportunities for more strengthened and extended cooperation to several areas, namely health, energy, trade, security and education. The latter is one of which the vitality of the Lome-Tehran axis was illustrated (...) evidenced by the financing of the construction of the University of Kara. This new dynamic between the two countries comes a few months after the lifting of international sanctions against the Islamic Republic of Iran. At a time when several Western countries are eyeing this vast market of more than 80 million inhabitants, Iran offers comparative advantages and an avalanche of expertise to the south.*

Togo, one of the few countries in sub-Saharan Africa whose diplomacy is so much appreciated by Teheran (...) is once again a choice of a proactive diplomacy for development.

AIRFRANCE

SKYTEAM

FRANCE IS IN THE AIR

CIEL, ME VOILÀ !

SKYPRIORITY : PRIORITAIRE À L'AÉROPORT

AIRFRANCE KLM

WWW.AIRFRANCE.TG

SkyPriority est disponible pour les passagers voyageant en classe La Première, en classe Business et les membres Elite Plus, à bord des 20 compagnies aériennes membres de l'alliance SkyTeam. Tél. 22 23 23 23.

MANY DEUTSCHLAND TOGO GERMANY ALLEMAGNE TOGO GERMANY DEUTSCHLAND TOGO GERM

Togo-Allemagne

Le printemps de la coopération

Frühling der Entwicklungszusammenarbeit

2e ANNEE

Lomé du 3 au 5 avril 2017

Organisé par le ministère togolais des Affaires étrangères, de la Coopération et de l'intégration africaine

CREATIVESOLUTIONS

coopération allemande
DEUTSCHE ZUSAMMENARBEIT

Ambassade
de la République fédérale d'Allemagne
Lomé